



TO THE BITTER END  
GRÈVE DES MINEURS  
EN GRANDE MONTAGNE  
MARS 1984

**TO THE BITTER END  
GREVE DES MINEURS EN GRANDE-BRETAGNE  
(Mars 1984 - mars 1985)**

HENRI SIMON

“Aux Falklands, nous avons eu à combattre l'ennemi du dehors. Maintenant c'est l'ennemi de l'intérieur et c'est beaucoup plus difficile à combattre ; mais c'est tout aussi dangereux pour la liberté.”

Au plus fort de la grève des mineurs, le 19 juillet 1984, Margaret Thatcher, premier ministre du gouvernement conservateur, appelait à l'unité nationale pour défendre la patrie menacée par l'action des prolétaires. Ce faisant, elle résumait bien l'implacable combat de classe qui se livrait en Grande-Bretagne.

Ce n'était pourtant qu'un épisode d'une lutte entre les forces du capital et ce que nous considérons comme le mouvement autonome des travailleurs dans ce pays, une lutte qui se poursuit, sous des formes diverses et renouvelées, depuis des décennies.

La violence des affrontements au cours des douze mois de grève est encore dans les mémoires. Mais les formes spécifiques dans le quotidien des organisations de survie et de lutte, leur lien avec les formes originales de la lutte de classe autonome en Grande-Bretagne, tout cela est resté pratiquement ignoré. C'est précisément ce que nous avons voulu dégager de la complexité des situations.

Après 9 mois de grève, une femme de mineur du Pays de Galles clamait la volonté de continuer la grève envers et contre tout : “Tu peux être sûr que nous nous battons jusqu'au bout, jusqu'à la dernière extrémité (TO THE BITTER END - comme nous l'avons repris dans le titre du livre).

Thatcher avait une réponse : elle livrait bien une bataille de classe dans laquelle, par la forme déterminée de leur action, des prolétaires se mouvaient au delà de la grève elle même, au delà de leur condition même de prolétaires.

Henri Simon

**“TO THE BITTER END”  
GRÈVE DES MINEURS  
EN GRANDE-BRETAGNE  
(Mars 1984 - mars 1985)**

*Acratie*

## INTRODUCTION.

*Début mars 1984, des mineurs anglais se mettent en grève dans le Yorkshire pour empêcher la fermeture de leur puits. Au cours des années passées, dans le cadre de plans de rationalisation et de rentabilisation des charbonnages, de nombreux autres puits ont déjà été fermés. Pour tenter de ralentir cette marche inexorable du capital, des grèves ont éclaté. Locales et localisées, elles n'ont guère vécu que pour démontrer qu'elles étaient vouées à l'échec et que les syndicats et partis de gauche étaient implicitement ou explicitement d'accord avec ce qu'on appelle aujourd'hui les restructurations.*

*Pourtant cette fois-ci, la grève s'étend rapidement et, sauf dans une région, le Nottinghamshire, va se poursuivre pendant une année. 150.000 mineurs vont ainsi essayer inlassablement d'amener tous les mineurs, les travailleurs d'industries utilisatrices, tous les travailleurs à participer à leur lutte. Toutes les forces répressives qui leur seront opposées mettront une année à leur faire reprendre le chemin des puits sans avoir rien obtenu de ce qui paraissait être la revendication du début de la grève. Cette longue lutte d'une fraction importante de la classe ouvrière fut une saga aux rebondissements imprévus dans laquelle finalement le seul fil conducteur resta l'énergie des mineurs à poursuivre leur lutte envers et contre tout.*

*En Grande Bretagne, beaucoup a été dit et écrit pendant et après la grève. Bien peu en France. Beaucoup de questions ont été posées et se posent encore. Peut-on croire, comme l'écrivait Le Monde le 24/7/84 que la grève des mineurs "apparaît aux milieux d'affaires comme un combat d'arrière-garde du dernier secteur traditionnel qui n'a pas encore été rationalisé..." et que "la vieille classe ouvrière, si attachée à son travail et à ses traditions mènerait... une dernière bataille"... Ce ne sont pas seulement les milieux d'affaires qui développent ce point de vue ; on le retrouve dans les courants syndicaux et politiques qui veulent la modernisation des relations syndicales dans un monde industriel moderne ; pour eux aussi, l'anachronisme de ce secteur industriel*

*explique l'anachronisme des méthodes de lutte et du rôle qu'entend jouer le syndicat des mineurs NUM ; leur refus de se solidariser va même jusqu'à la condamnation ouverte. Peut-on croire tous ces jugements concernant le NUM et son président Arthur Scargill qui "n'a jamais prétendu être autre chose que ce qu'il est - un militant de gauche démodé, ambitieux de jouer avec le pouvoir de la classe ouvrière organisée" ? Est-ce que ce n'est pas le même anachronisme qui a donné corps à tous les espoirs d'une extrême-gauche cramponnée aux vestiges avant-gardistes de la conquête de l'Etat. Ce qu'un journaliste du Financial Times expliquait le 21/8/84 : "A un moment ou à un autre de la grève, la plupart des groupes ont vu la victoire au coin de la rue, victoire qui serait rapidement suivie par la chute du gouvernement et éventuellement même par une « situation révolutionnaire ». ". Le syndicat NUM mené par la « Gauche syndicale » et Scargill à sa tête auraient fait la démonstration qu'un syndicat avec une direction combative peut jouer un rôle central dans l'assaut politique et que seule la « trahison » des syndicats et des politiciens a conduit la grève à la défaite. Mais ce sont ces mêmes groupes qui selon le même journaliste déplorent que "les gardes rouges d'Arthur ne soient pas l'avant-garde du prolétariat sans doute parce qu'ils ont recruté bien peu de membres parmi eux".*

*C'est cette même constatation qui conduit d'autres courants à l'exaltation d'une violence de classe qui ne doit rien à personne, relayant les violences de la société anglaise et notamment celle des émeutes de l'été 81. Ce serait le signe de la permanence d'une révolte contre un système ayant de plus en plus de mal à contenir les tensions qu'il secrète par sa propre dynamique de survie. Mais là aussi, les acteurs sont rebelles aux classifications. On a prêté aux mineurs une idéologie privilégiant le mépris des biens matériels au cours de la grève ; cela s'accorde mal avec la vague des départs volontaires contre indemnités non négligeables ou bien la chasse aux heures supplémentaires après la grève ; d'autres ont prêté aux mineurs une idéologie quant à la pratique de l'illégalité. Une idéologie que l'on ne retrouve guère dans le retour à la vie quotidienne. D'autres, enfin, voient une contradiction entre ces attitudes et une grève qui aurait été finalement, de bout en bout contrôlée par le NUM et des leaders pas du tout jusqu'au boutistes et bien manipulateurs.*

*Arrière-garde d'une autre époque se battant le dos au mur avec l'énergie du désespoir ? Avant-garde révolutionnaire classique ou bien partie d'un mouvement diffus spontané ne pouvant guère s'exprimer que dans des accès de révolte radicale ? Qui sont ces mineurs qui ont su ainsi faire front et occuper la scène anglaise pendant une année ? Si l'on regarde les commentaires et pronostics lancés tout au long de cette lutte, basée essentiellement sur les informations des appareils politiques ou syndicaux, on s'aperçoit que les mineurs et leur mouvement réel sont restés insaisissables : un même journal peut écrire en mars 84 au début de la grève que "l'âge des mineurs largement payés les prédispose à accepter les licenciements" et peu de jours après parler du "profond spasme de rejet difficile à contrôler". On n'en finirait pas de citer les titres de tous les journaux qui pronostiquent régulièrement la fin de la grève : "La grève ne passera pas l'été" (Observer 29/4/84), ou les "craquements sous la surface" (Financial Times 23/5/84) pour tomber à partir de septembre 84 dans les titres renouvelés chaque semaine que "le mouvement de reprise s'accroît dans les mines" (17/11/84) Le Monde) ou l'effondrement complet du mouvement d'ici le début de l'année prochaine" (Times 17/11/84).*

*En essayant de décrire ce que fut la grève des mineurs dans les pages qui suivent, ce que les mineurs ont fait eux-même, nous espérons parvenir à dégager d'une réalité complexe ce que fut cet épisode de la lutte de classe en Grande-Bretagne et quelle part tous les travailleurs de ce pays ont pu prendre dans un combat qui, de toute manière, est partie de leur combat pour leur propre émancipation.*

*Pour un lecteur français, il était nécessaire de situer d'une part les circonstances présentes de la lutte de classe en Grande-Bretagne, et d'autre part ce qu'est exactement le syndicat des mineurs NUM dans le mouvement du TUC, la centrale syndicale unique. Les deux premiers chapitres constituent une sorte de préalable explicatif même si ce qui y est relaté paraît en quelque sorte éloigné de la grève elle-même.*

*L'ensemble de ce travail doit beaucoup tout d'abord aux groupes de soutien dans lesquels nous avons pu approcher de près la réalité de la lutte, en particulier celui de Cwmbach au Pays*

*de Galles, ensuite aux camarades regroupés autour d'Echanges et de Liaison (1) pour leur participation dans la collecte des informations et dans les discussions qui ont permis à ce travail de voir le jour sous cette forme. Le texte présenté n'est pas définitif: il appelle des critiques et d'autres discussions tout comme des compléments qu'apporteront aussi bien des témoignages sur cette lutte elle-même ou sur des luttes présentes et futures.*

(1) Les noyaux dont il est question dans ce paragraphe peuvent être contactés directement :

**Cwmbach** : Rod Jones. 8 Cogan Terrace, Cathays, Cardiff CF24AX-UK.

**Echanges** : BM Box 91. London WC IN3 XX - UK

**Liaisons** : c/o Echanges. BP 241. 75866. Paris cedex 18.

## I — QUELQUES ÉLÉMENTS POUR AIDER À COMPRENDRE LE MOUVEMENT SYNDICAL EN GRANDE-BRETAGNE

### ● Syndicats et shop stewards

Le mouvement syndical en Grande-Bretagne présente des caractéristiques qui le différencient profondément du mouvement syndical des autres pays, notamment du mouvement français. Même si fondamentalement, il joue le même rôle dans la fixation des conditions d'exploitation de la force de travail, son développement historique l'a doté de formes spécifiques qui, à leur tour, modèlent les termes de la lutte de classe.

Il est impossible de définir en quelques mots ces caractéristiques. Nous le ferons plus en détail pour le syndicat des mineurs NUM (National Union of Mineworkers). Pour le moment, nous voudrions faire ressortir quelques traits généraux. Comme toutes les structures d'une société, ils s'inscrivent dans la dynamique d'un développement : la mutation technologique profonde du capital amplifiée par la crise font que ces traits peuvent être plus définis en termes de transformation qu'en terme de description. La grève des mineurs anglais (mars 84 - mars 85) fut autant l'affrontement de classe que celui d'instruments de lutte et de domination, donc aussi d'idéologies. Ce que nous allons dire maintenant du mouvement syndical sera aussi au centre de la grève : celle-ci sera le révélateur de conflits latents et l'agent d'une évolution accélérée des tendances que nous ne ferons qu'esquisser ici.

En Grande-Bretagne, une centrale syndicale unique, le TUC (Trades Union Congress), regroupe tous les syndicats et a des liens organiques étroits avec le Labour Party (parti socialiste). Jusqu'à récemment, il n'y avait pas de syndicats d'industrie mais des syndicats de métiers organisés sur une base nationale. Dans une entreprise, dans un atelier, les travailleurs appartenaient, selon leur activité, à des syndicats distincts, bien que tous affiliés

au TUC. Les mutations industrielles ont accéléré les fusions entre ces syndicats dans de grands syndicats qui peu à peu deviennent des syndicats d'industrie luttant pour parvenir à une représentation unique de tous les travailleurs d'une entreprise. Il subsiste pourtant des îlots solides de syndicats professionnels. Les luttes de tendance pour la domination des appareils syndicaux se doublent de luttes entre syndicats pour la domination d'un secteur industriel. De plus en plus, ce n'est pas le soutien de la base qui règle ces conflits mais l'acceptation par les directions syndicales du rôle assigné par le capitalisme moderne, c'est-à-dire la confiance des dirigeants de l'entreprise.

Il serait faux de voir dans les liens entre le TUC et le Labour Party soit la domination du PC sur la CGT, soit les rapports plus subtils entre le PS et la CFDT. Le TUC alimente directement la caisse du Labour par la contribution politique de chaque syndiqué et intervient étroitement dans la désignation des représentants et dans la définition de la politique du Labour Party. A tous les échelons de l'appareil de gestion du capital, les syndicats s'insèrent non seulement comme une force sociale et politique mais aussi économique, notamment sur le plan local et régional. Actuellement, ces relations sont devenues plus complexes. Une scission du Labour Party, le parti social-démocrate exprime la tendance à rompre les liens étroits entre le mouvement syndical et le mouvement politique ; parallèlement, une force irréprouvable pousse les syndicats « modernistes » à fonctionner dans le cadre défini par l'Etat et les entreprises, ce qui les met en conflit avec le mouvement traditionnel.

Près de la moitié des travailleurs britanniques, essentiellement ceux des grandes entreprises, sont obligatoirement syndiqués par l'effet d'une « closed shop ». L'embauche signifie l'adhésion au syndicat affiliant ceux qui occupent cet emploi ; l'exclusion dudit syndicat signifie le licenciement de l'entreprise ; la force du syndicat repose sur ce qui est à la fois protection et contrainte pour le travailleur. Cette situation explique, en partie, la persistance de traditions — comme le piquet de grève — qui, selon les circonstances, donne du poids ou à la bureaucratie du syndicat ou au mouvement de base. Dans le passé, le syndicat n'a pu utiliser la closed shop pour réprimer les grèves sauvages. Dans la grève des mineurs, le NUM n'a pu empêcher la dissidence directe de toute une région, ni endiguer le mouvement de reprise du

travail ; par contre, il a pu en menacer les mineurs qui débordaient les directives syndicales. Des syndicats « modernistes », comme celui des électriciens EEPTU (Electrical Electronic Telecommunications and Plumbing Union) utilise cette tradition pour imposer, comme syndicat unique, des conditions d'exploitation étroitement liées aux intérêts de l'entreprise.

Au cours de la première guerre mondiale s'est développé un mouvement de représentation de base, le mouvement des délégués d'atelier — shop stewards — qui a subsisté jusqu'à aujourd'hui. Cette structure de fait de l'atelier, de délégués élus et révocables par les travailleurs d'un même syndicat, s'est organisée en comités de shop stewards d'entreprise ou même de groupes industriels. Aucune de ces structures n'a été reconnue légalement par le patronat ou par le syndicat. Le rapport de force a fait que le shop-steward a occupé une position charnière dans la fixation du contenu et du rythme des tâches. Il a été en Grande-Bretagne, dans le développement du taylorisme et du travail à la chaîne, un élément essentiel et original de défense ouvrière et de gestion de la force de travail. Dans les grèves sauvages (c'est-à-dire non reconnues par le syndicat), les shop stewards ont souvent joué un rôle déterminant et poussé à l'utilisation des traditions syndicales pour contrer les appareils syndicaux. L'existence du shop steward était liée à une structure de production : les bouleversements technologiques, notamment l'introduction de processus automatiques, tendent à éliminer à la fois sa base d'existence et la fonction qu'il assumait dans le procès de production. Il n'y a pas de shop stewards dans les mines mais des délégués qui assument plus ou moins le même rôle. Là aussi, les mutations technologiques détruisent les fonctions traditionnelles, et du NUM et des délégués de base.

● **Le syndicat des mineurs NUM (National Union of Mineworkers) tel qu'il existait avant la grève**

Ce syndicat national des mineurs (un des rares syndicats d'industrie anglais) est né en 1945 de la transformation du MFGB (Miners Federation of Great Britain). Sa naissance est presque concomitante à la nationalisation. Il ne regroupe pas la totalité des travailleurs rattachés à la mine. Lorsque s'ouvre la grève, environ 180 000 mineurs y sont affiliés avec une « closed shop » ;

une partie des employés (6500) en fait aussi partie, l'autre fraction (4500) se rattachant au syndicat APEX (Association of Professional Executive and Computer Staff). Séparément, NACODS (National Association of Colliery Overmen, Deputies and Shotfirers) regroupe la petite maîtrise de la mine (15 000 membres) et le BACM (British Association of Colliery Management) les cadres (14 000).

Le NUM est organisé sur trois niveaux : au niveau des puits, des régions minières (areas), et national. Au niveau local du puits (pit) ou d'un ensemble de puits (colliery), ou d'un atelier annexe, la section de base (branch ou lodge selon la région) regroupe obligatoirement tous les travailleurs par l'effet de la closed shop. Cette section locale a un comité élu, des responsables (officials) dont un secrétaire quasi-permanent, le *délégué* (delegate) qui représente la section dans le comité exécutif de région (Executive committee), un *président* et un *trésorier*. La relative autonomie de la section locale varie beaucoup selon les zones minières et la personnalité des responsables locaux.

Au niveau régional, les zones sont géographiques (14), calquées sur l'organisation du NCB ou par secteurs annexes d'activité (cokeries, mécaniciens de Durham, employés (COSA), électriciens (power group). Chacune de ces 19 « régions » est largement autonome avec son règlement propre et ses finances particulières. Il faut bien avoir cette situation présente à l'esprit pour saisir les divergences pendant la grève, les actions judiciaires et les politiques distinctes, les conflits avec le NUM national. Chaque « région » possède un comité exécutif formé des délégués de puits, un président, un secrétaire général souvent élus et une armée d'employés et de techniciens appointés. L'importance de tel ou tel responsable dépend de sa personnalité. Cet appareil fonctionne en principe de façon autonome, pouvant prendre ses propres décisions et n'étant assujéti qu'aux décisions de la Conférence nationale des délégués.

Au niveau national, cette fédération de syndicats de « région », le NUM est administré par trois instances distinctes : des responsables nationaux élus disposant d'une bureaucratie d'employés et de techniciens appointés, un comité national exécutif expédiant les affaires courantes et une Conférence des délégués de régions. Sur les trois responsables nationaux, deux sont élus par tous les

membres du NUM, le président et le secrétaire pour cinq ans (Scargill est le dernier à être élu à vie) ; le vice-président, le troisième, est élu pour deux ans par la conférence des délégués. Le comité national exécutif (NEC) se compose des trois responsables élus (officiels) et de 23 membres désignés par « région » pour deux ans. La conférence nationale regroupe des délégués envoyés par chaque « région » ; elle se réunit au moins une fois par an ou lorsque des circonstances spéciales le requièrent ; elle définit par des votes à la majorité simple la politique du NUM qui s'impose alors à tous et dont les autres instances nationales ne sont que les exécutants. Un règlement spécial détermine les règles de fonctionnement du système et les relations avec les « régions » et la base ; ce sont ces règles « rules » dont il sera souvent question au cours de la grève, donnant lieu à des polémiques interminables et à des décisions de justice car, comme tout résultat de compromis tordus et d'ambiguïtés, on peut les interpréter dans tous les sens.

#### ● Une bureaucratie totalement intégrée dans la gestion des mines

On serait bien loin de la vérité si on considérait le NUM comme un syndicat traditionnellement militant. On accole la grève de 1926, celles de 72-74, celle de 84-85 et on laisse de côté le fait qu'en près de 50 ans il n'y a pas eu une seule grève nationale dans les mines. Pas même dans la période de 1957 à 1971 qui vit s'effondrer cette industrie dans des proportions bien plus importantes qu'aujourd'hui.

La structure décentralisée et démocratique du NUM n'était qu'une façade. Son caractère fédéral n'assurait pas l'expression de la base mais donnait à quelques grands leaders de l'exécutif national des possibilités de manipulations, articulation de leur pouvoir bureaucratique. C'est par méfiance de cette base que la conférence de réorganisation en août 1944 avait adopté la « règle 43 » qui imposait un vote national à la majorité des 2/3 avant toute grève nationale ; même avec ce garde-fou, le premier vote national n'avait eu lieu... que 26 ans plus tard, en 1970.

Avant la nationalisation, l'appareil syndical avait toujours été sous le contrôle des éléments coopérant au mieux avec les propriétaires miniers. La nationalisation du 1/1/1947 créait le NCB (National Coal Board) mais ne changeait rien à cette

situation. Le gouvernement travailliste espérait que le NUM s'associerait étroitement à une gestion paritaire. Celle-ci ne se fit pas ouvertement mais progressivement par la bande, par l'accès de responsables syndicaux aux postes de direction dans les mines et par la mise en place d'organismes de gestion paritaires. Plus de 15 ans après la nationalisation, Sydney Ford, alors président du NUM, déclarait : « Ceux qui soutiennent l'idée qu'il y a deux côtés dans cette industrie avec des intérêts séparés et opposés, non seulement desservent grandement ceux qui tirent leur gagne-pain de cette industrie, mais leur attitude projette une image fautive de la nationalisation. » C'est à cette époque qu'une structure de consultation et de conciliation paritaire est établie par une déclaration conjointe NUM-NCB qui souligne pour la circonstance : « Il n'y a pas de justification pour des débrayages ou des grèves qui, non seulement retardent le règlement des conflits, mais aussi entraînent une perte de salaires et beaucoup de mal pour l'industrie ».

Le problème pour le NUM d'être associé à la politique de la direction du NCB se posait donc alors, mais dans un contexte différent. Non seulement les cotisations syndicales étaient prélevées directement sur les fiches de paie et une foule de « commodités » étaient fournies par le NCB au NUM, mais toutes les instances du NUM étaient en relations constantes avec le NCB pour régler tous les problèmes de la gestion des mines. Au niveau national, le Joint Policy Advisory Committee s'occupe des orientations générales et des National Committees de questions spécifiques comme la santé, la sécurité, le recrutement, la formation et le « welfare » (bien-être); à chaque échelon régional ou local, d'autres organismes paritaires discutent de plus en plus concrètement des mêmes questions dans le cadre fixé au niveau supérieur. Ces réunions sont quotidiennes pour le délégué de puits, trimestrielles aux autres niveaux. En une année, il pouvait se tenir 17 réunions nationales, 72 régionales et plus de 4000 réunions locales.

En fait, malgré ses conditions particulières de fonctionnement, le NUM est une forte bureaucratie orientée vers la co-gestion et bien peu vers l'organisation des luttes, surtout si elles sortent des cadres traditionnels. Les rivalités internes qui peuvent apparaître entre les différentes tendances (et qui viennent au grand jour

lorsque la lutte de classe les fait éclater) ne mettent pas en cause son existence ou son niveau d'engagement, mais seulement les orientations dans la politique charbonnière; ils recouperont les mêmes conflits au sein de la bureaucratie du NCB.

Au plus fort de la grève des mineurs, en août 1984, Jack Jones, leader du NUM du Leicestershire, provoquera une tempête en s'exhibant publiquement aux côtés de Mac Gregor, le président du NCB lors de l'inauguration d'un nouveau puits Vale of Belvoir. Mais, plus discrètement tout au long de la grève, les dirigeants du NUM et du NCB continueront de siéger ensemble dans les «joint committees» pour y discuter des «affaires courantes».

## II — LE CAPITAL ET LE CHARBON

### ● Le NCB et le Labour Party

Le Coal Industry Act de 1946 créait le NCB par la nationalisation au 1/1/47 de 800 compagnies privées exploitant 980 puits. Harold Wilson, alors jeune économiste, plus tard leader du Labour Party, annonçait la couleur : « La nationalisation... est le seul moyen d'atteindre une pleine efficacité ». Symbole : le secrétaire général du NUM devenait le premier directeur du personnel du NCB. Effectivement, la nationalisation était une mesure politique de protection du capital national qui devait essayer d'associer étroitement à son sauvetage tous ceux qui dominaient le procès du travail.

L'arriération du secteur minier, justification réelle de sa nationalisation, fera qu'au cours des années qui vont venir, une multiplicité de plans verront le jour pour assurer sa modernisation : 1949 (Plan for Coal), 1956 (Investing for Coal), 1974 (Plan for Coal), 1977 (Coal for the future); ils ne serviront qu'à masquer et à préparer les conditions pour le grand affrontement autour d'une exploitation réellement capitaliste des richesses charbonnières. A côté de l'inexorable fermeture des puits (300 fermetures de 1965 à 1979; 92 de 1979 à 1984) se mettait en place un plan de création de superpuits entièrement automatisés. Le plan de 1974 notamment, élaboré conjointement par le gouvernement travailliste, le NCB et le NUM, prévoyait l'ouverture de nouvelles capacités (40 millions de tonnes) et la fermeture chaque année de 3,4 millions de tonnes de vieilles capacités.

Le 27 novembre 1975, Benn, alors secrétaire à l'Energie, leader de la gauche du Labour Party, déclarait que le but du gouvernement était de supprimer toutes les subventions à l'industrie charbonnière. En mai 1976, il écrivait dans un journal minier que le charbon devait être vendu à des « prix compétitifs ». Le 4 décembre 1978, il déclarait encore : « J'hésite à engager à la Chambre des Communes une discussion sur les puits individuels pour la

raison que j'ai donnée : c'est-à-dire qu'il y a une procédure spéciale et que, quand c'est nécessaire, le NUM peut venir me voir et et je puis alors soulever la question avec le NCB... Je n'ai jamais trouvé que le NUM n'était pas raisonnable quand les fermetures étaient nécessaires pour cause d'épuisement *ou parce que les puits étaient hors-jeu pour des raisons économiques* ». (C'est nous qui soulignons). En 1984, Thatcher et Mac Gregor, vilipendés par la gauche, ne diront rien d'autre. D'ailleurs, en 1983, tous les syndicats miniers et le NCB discutent du remplacement du « Plan for Coal » par des objectifs à long terme impliquant la fermeture de 20 puits et une réduction de 8 millions de tonnes de capacité de production.

### ● Capital national et capital international

Il se passe pour le charbon ce qui se passe pour nombre d'autres industries. Ce n'est pas, comme le croyaient les travaillistes en 1947, un simple problème d'efficacité dans un cadre national. Concurrence d'autres formes d'énergie, concurrence d'autres pays producteurs, crise économique, tout concourt à disloquer tous les plans à long terme d'autant plus que leur impact peut varier rapidement avec les variations des coûts internationaux du charbon et des autres sources d'énergie : les règles sauvages du capital que l'on cherchait à éliminer font constamment irruption sur la scène nationale. Du 4<sup>ème</sup> rang mondial en 1970 pour la production charbonnière, le Royaume-Uni passe au 7<sup>ème</sup> rang en 1982.

Les victoires des mineurs de 1972 et 1974 ne faisaient pas reculer le déclin des mines et la soumission de leur exploitation aux impératifs du capital. Au contraire, la conquête d'augmentations de salaires importantes rendait plus urgente la restructuration ; même si l'agent de cette accélération était la « revanche » que les conservateurs voulaient prendre sur les mineurs d'une défaite politique, le moteur en restait les impératifs du capital.

Le déclin de la force des mines et des mineurs était particulièrement spectaculaire. En 1923, il y avait 1.250.000 mineurs produisant 250 millions de tonnes de charbon ; ils sont 711.000 (6,3 % de la force de travail anglaise) pour en produire 200 millions en

1947; ils ne sont plus que 190.000 en 1983 (moins de 1% de la force de travail) pour 105 millions de tonnes. Les projets du capital à ce moment : 100.000 mineurs pour 85 millions de tonnes par an. Des régions comme le Pays de Galles ont compté jusqu'à 200.000 mineurs et exportaient dans le monde entier; en 1983, ils sont 23.000 mineurs dans 28 puits qui n'approvisionnent guère que les aciéries locales et il est question de rayer pratiquement cette activité économique de la région. En 1946, l'Ecosse avait 195 puits, 83.000 mineurs pour produire 25 millions de tonnes de charbon; après la grève de 84, il restera 9 puits et 4.000 mineurs pour en produire 5 millions de tonnes. Mais la perte du pouvoir économique du charbon et du pouvoir des mineurs (celui qu'ils ont affirmé encore en 72 et 74) est aussi ailleurs: en 1947, le charbon fournit encore 90% de l'énergie consommée en Grande-Bretagne; en 1984, cette part n'est plus que de 35%. Cette mutation s'est produite essentiellement pendant les 10 dernières années.

Il ne manquera pas, au cours de la grève des mineurs — et ce sera l'argument central du NUM et de Scargill — des plans pour demander que le pouvoir fasse tout pour que le charbon retrouve la place qu'il a perdue; de telles discussions procèdent de l'idée qu'il est possible de changer le cours du capital et de toutes les transformations causées par sa dynamique. Pourquoi ce qui n'a pu être fait depuis quarante années pourrait l'être maintenant, à un moment où la crise montre de façon encore plus évidente que la force du capital balaie toutes les tentatives d'endiguer son cours.

### ● Modernisation et restructuration

La modernisation et la rentabilisation signifient toujours une réforme profonde des conditions de travail, c'est-à-dire une transformation tout aussi profonde du rôle des syndicats. Malgré toutes les apparences, la grève de 84-85 va être à la fois causée par l'impact de ces perturbations et à son tour accélérera les restructurations nécessaires pour une pleine efficacité du nouveau système.

En 1984, lorsqu'éclate la grève des mineurs, certains puits sont

encore bien arriérés ; les mineurs doivent accomplir à pied plus de 5 km pour arriver au front de travail et le charbon est encore évacué par des chevaux au fond de certaines mines (plus de 100 chevaux dans une mine du Pays de Galles). Mais d'autres mines comptent parmi les plus modernes du monde ; 70 puits sur 170 sont équipés d'un nouveau système d'exploitation dit « monitoring » et les superpuits comme celui de Selby dans le Yorkshire commencent à entrer en production. Cette mutation technologique est possible parce que l'Angleterre dispose d'énormes réserves de charbon facilement exploitables : de gros investissements peuvent y être engagés avec des perspectives de haute rentabilité ; nulle surprise que les capitaux soient attirés alors qu'ils avaient fui la mine autrefois ; comme dans d'autres secteurs abandonnés facilement par le capital, les possibilités offertes par les nouvelles techniques font espérer le retour à une profitabilité perdue. Le nouveau système baptisé MINOS, c'est la micro révolution dans la mine. Il serait fastidieux d'énumérer ici les différentes facettes de ce système d'ordinateurs qui assurent une automatisation et un contrôle quasi-total depuis les machines d'abattage jusqu'au transport du charbon hors du puits. On peut suivre de la salle de contrôle en surface directement sur un écran comment se fait le travail, tous les incidents qui peuvent survenir et être informé en même temps sur leur cause. La relative indépendance de l'équipe au fond de sa galerie qui constituait un contrôle par les mineurs du rythme de leur travail et de ses conditions d'exécution, tout cela est un passé révolu.

On comprend que lors de la grève plusieurs de ces chambres de contrôle en surface aient fait l'objet de raids destructeurs. La nouvelle supermine de Selby comportera en 1987 4.000 mineurs ; elle produira par an 10 millions de tonnes de charbon à un coût élevé à un tiers de la moyenne anglaise. A ce même moment, il faudra 20.000 mineurs dans les autres puits pour assurer la même production. Si toutes les mines avaient ce niveau technique, il ne faudrait que 40.000 mineurs pour assurer la production annuelle actuelle de charbon. Les effets combinés de la modernisation et de la crise devraient faire qu'en mars 1989, 79.000 mineurs travailleront dans 94 puits contre 180.000 dans 198 puits en mars 1984, pour assurer une production équivalente.

## ● Techniques de production et lutte de classe

Une des premières conséquences de cette évolution technique a été sur le système de rémunération, ce qui, par contrecoup, a modifié les conditions des luttes. Avant 1966, il existait un système de salaires *différenciés* suivant la production de chaque mineur : toute l'organisation de la mine reposait encore sur l'activité de chaque mineur. L'introduction de la mécanisation dans l'attaque et le transport de charbon dans la mine réalisés en une seule opération avait eu un double effet. En 1968, (92 % du charbon extrait était traité de cette façon) le nombre des mineurs avait diminué de moitié ainsi que le nombre de puits ; les conditions de travail avaient été profondément modifiées et le système de rémunération devait être complètement révisé. Un accord intervenait en 1966 entre le NUM et le NCB : le NPLA (National Power Loading Agreement) uniformisait les salaires sur le plan national. Dans les périodes de salaires différenciés, avant 1966, les luttes avaient tendance à se circonscrire par puits. Dans la période où les salaires sont uniformisés sur le plan national, les luttes ont tendance à s'unifier sur le plan national. Bien sûr, l'évolution des techniques de production était déterminante dans ces transformations, mais la manière dont elles étaient mises en œuvre découlait d'une politique visant à stopper les conditions dans lesquelles s'était développée la lutte de classe. La réforme de 1966 visait aussi à mettre un frein aux grèves sauvages et à rétablir un contrôle central du NUM sur les luttes : les gouvernements et la bureaucratie du NUM pensaient qu'il serait beaucoup plus difficile d'arriver à faire voter des grèves à l'échelon national (où se discutaient maintenant les salaires), surtout à la majorité des 2/3. C'était un mauvais calcul puisque l'unification du système de rémunération conduisait à l'unification des luttes, ce qui déboucha sur les luttes nationales de 1972 et 1974.

Le NPLA avait doublement échoué : il unifiait les luttes et par le déplacement du rapport de force nouveau, il renforçait les luttes de base dans le quotidien du travail, d'autant plus que le salaire ne dépendait plus du rendement : de 1970 à 1977, la production par homme/jour chuta de 2,44 tonnes à 2,18 tonnes.

Bien que la crise politique provoquée pour une bonne part par la grève des mineurs ait porté les travaillistes au gouvernement,

ceux-ci s'employèrent à réintroduire un bonus par puits. C'était une pomme de discorde propre à empêcher un retour des mouvements de masse précédents. Cela recoupait aussi les nécessités techniques, et c'était également un important détour de leur politique du « pacte social ». Pour augmenter la productivité et maintenir en même temps les bas salaires, le gouvernement poussait syndicats et patrons à signer des accords de salaires ne pouvant dépasser un plafond limite qui si le supplément était lié à une amélioration de la productivité. C'est le moyen qu'utilisa le NUM afin d'obtenir de plus hauts salaires et de garantir la paix sociale nécessaire pour la poursuite de la politique travailliste. Mais, ce faisant, on ouvrait la porte à des revendications puits par puits : l'automatisation commençait à introduire des différenciations locales importantes quant aux conditions de production, donc de rentabilité.

La réforme de 1977 était l'œuvre pour les mines de Tony Benn, secrétaire à l'Énergie déjà cité. Elle introduisait le bonus par puits considéré comme une unité indépendante. Tout d'abord, l'exécutif national du NUM et la conférence des délégués rejetèrent le projet ; le comité exécutif (NEC) voulait consulter les mineurs par un vote national ; ce comité était dominé par la « droite » avec Joe Gormley comme président ; il pensait que le plan serait accepté et il pouvait ainsi se payer le luxe du double jeu. Les régions minières contrôlées par la « gauche » pensaient aussi la même chose et firent tout pour essayer d'empêcher un vote national ; ils introduisirent un recours en justice contre la direction du syndicat, le tribunal leur donna tort.

Contrairement aux pronostics, les mineurs rejetèrent le nouveau système à une courte majorité (55,75 %). Nonobstant, en novembre 1977, les exécutifs régionaux du NUM aux mains de la « droite », dûment autorisés par la « droite » de l'exécutif national et par le Labour Party au pouvoir, signèrent avec le NCB des accords de productivité par régions. La « gauche » du NUM assigna la direction nationale en justice pour s'entendre dire qu'un vote national ne liait en aucune façon l'exécutif national.

Au bout d'une année, sous la pression de la situation, toutes les régions minières avaient dû suivre cette même voie. D'une certaine façon, on peut dire que la grève de 1984, avec toutes ses

caractéristiques, trouve son germe dans cet épisode tragico-comique de 1977. La démocratie telle que la prônaient le NUM et le Labour (cela aurait pu être tout aussi bien n'importe quel syndicat ou n'importe quel gouvernement) n'était qu'un mot dont le contenu variait selon les intérêts en cause et un vote national pouvait être tourné par des décisions au niveau régional. La « gauche syndicale », dans son opposition aux dirigeants en place, faisait confiance à l'appareil judiciaire et en aucune façon au mouvement de base. Tout ceci n'était pourtant que secondaire. L'enjeu réel était économique et politique, ce qui motivait ces manœuvres pour faire aboutir la réforme envers et contre tout.

Comme nous l'avons dit, les nécessités techniques recoupaient la politique de l'émiettement des luttes. Mac Gregor, qui deviendra président du NCB en 1983 ne fera que persévérer dans cette voie qui était effectivement une étape capitale dans la modernisation des mines, y compris de toutes les relations de travail. Un dirigeant du NUM, Dave Douglass, pourra dire après cette réforme : « Quand nous avions le bonus individuel, nous avions un syndicat par zone. Avec le NPLA, nous avions un syndicat national. Maintenant, avec le bonus par puits, nous n'avons pas de syndicat du tout. »

Il ne croyait pas si bien dire. Bien avant le retour des conservateurs au pouvoir, les deux piliers de la restructuration, celui du capital fixe et celui du capital variable, étaient bien en place. Le reste n'était plus qu'une question de moyens et de rythme : qui en serait l'agent et comment ? En d'autres termes, comment l'imposer aux mineurs ? La crise et le déclin de la Grande-Bretagne faisaient que les industries nationalisées devaient de moins en moins compter sur le soutien de l'Etat. Il ne s'agissait pas là non plus d'un changement d'orientation politique puisque en 1976, Tony Benn et le gouvernement travailliste parlaient de nécessité impérative de rétablir la profitabilité. Seulement maintenant, au début des années 80, ce retour à la profitabilité était devenu un impératif absolu et immédiat. Le véritable enjeu pour le capital minier et pour le gouvernement, c'était comment réaliser les restructurations dramatiques requises.

Les mineurs n'étaient pas les seuls concernés : les structures syndicales, c'est-à-dire le mode de relation NCB-NUM et par

conséquent les rapports internes au NUM devaient aussi se modifier. Le véritable enjeu pour le syndicat c'était : comment fonctionner comme médiateur entre les ouvriers d'une part et le capital et le gouvernement d'autre part, alors que la politique capitaliste détruisait l'espace d'un compromis. Ce n'était pas un problème particulier aux mines mais ce dilemme posé ainsi à ceux qui dominant et règlent l'emploi de la force de travail, n'était pas celui des mineurs. Toute restructuration leur fait brutalement et durement sentir qu'ils ne sont porteurs que d'une marchandise, leur force de travail, et qu'il leur faut se battre pour garder ce qu'ils ont pu faire de la vie qu'on leur a laissée. Les relations NUM-NCB devaient aussi se transformer au niveau des puits parce que le rôle des managers changeait : jusqu'alors, ils avaient été payés et évalués sur leur capacité à atteindre des quotas de production et à les dépasser. Avec les stocks s'accumulant parce que le charbon anglais était trop cher, le problème de la rentabilité passait au premier plan et là aussi il fallait bousculer tout le système en place, c'est-à-dire le cadre de gestion de la force de travail et tous les rapports humains qui en découlaient.

### III — LA LUTTE DE CLASSE DANS LES MINES ET LA MONTÉE D'UNE NOUVELLE BUREAUCRATIE SYNDICALE

#### ● La lutte de classe n'a jamais cessé

En août 1947, quelques mois après la nationalisation par le « gouvernement ouvrier », les mineurs de Grimethorpe dans le Yorkshire se mettaient en grève contre l'augmentation des cadences. Arthur Horner, secrétaire du NUM national et membre du Parti communiste anglais déclara alors qu'il restait « neutre » dans le conflit. Le NCB, dirigé alors par d'anciens patrons des mines privées restés en place, traîna 40 mineurs en justice : ils furent jugés coupables en vertu d'une loi vieille d'un siècle et condamnés à des dommages-intérêts. Ce n'était qu'un premier épisode d'une longue lutte contre les nouveaux patrons soutenus tantôt par un gouvernement « ouvrier », tantôt par un gouvernement « patronal ». Pendant des années, le secteur minier fut celui qui connut le taux le plus élevé de grèves ; les mineurs devaient se défendre pied à pied pour garder ce qu'ils avaient conquis sur les patrons privés. De 1947 à 1963, le secteur minier comptait 2/3 du nombre des grèves en Grande-Bretagne, et 30 % du nombre de journées perdues pour fait de grève. Rien qu'en 1956, 78 % des grèves se déroulaient dans les mines.

Toutes ces grèves étaient localisées dans un puits ou dans un groupe de puits ; elles étaient sauvages, c'est-à-dire jamais reconnues (cela veut dire soutenues officiellement) par le NUM régional ou national ; elles ne l'étaient pas toujours non plus par les comités de puits. Parmi les régions minières, le Yorkshire, l'un des plus importantes, avait toujours été particulièrement militant : de 1950 à 1964, alors qu'il comptait 20 % du total des mineurs, 46 % des grèves des mines s'y déroulèrent. Cela était dû au système de rémunération et aux conditions d'exploitation. Cela n'était pas l'influence de la direction régionale ou locale, car le NUM du Yorkshire, y compris une bonne part des échelons de base, était totalement contrôlé par des bureaucrates « de droite » hostiles à tout militantisme.

De 1960 à 1968, 346.000 mineurs avaient quitté la mine ; les bassins riches du Yorkshire, du Nottinghamshire et des Midlands avaient vu affluer à une échelle jamais atteinte des mineurs venus des bassins limitrophes. Non seulement leur nombre et leur place dans l'économie s'étaient considérablement réduits, mais la transformation de leurs conditions de travail et de vie touchait maintenant au plus profond de leurs habitudes, de leurs projets, de la réalité de leur vie aussi bien que de leurs illusions. En 1983, les mineurs n'étaient plus ce qu'ils avaient été dix ans, quarante ans ou soixante ans auparavant. Les mutations, les départs, l'exode forcé des enfants avaient depuis longtemps marqué la rupture des communautés minières attaquées aussi par l'uniformisation et le changement des modes de vie (radio, voiture, télé, etc.). Sans doute cette évolution était inégale et le mythe en restait vivace — avec plus ou moins de réalité dans certaines régions. Dans une vallée minière du Pays de Galles, Rhondda Valley, il n'y avait plus qu'un seul puits, Maerdy, avec 700 hommes, là où il y avait eu 53 puits et 40.000 mineurs. Et ce dernier puits devait être fermé ; les villages miniers qui s'étiraient le long de la vallée ne seraient plus que des dortoirs, mais qui travaillerait encore dans une mine ? Qui se souviendrait seulement de ce coin qui par son militantisme dans les années 20 avait mérité le nom de « petite Moscou » ?

L'introduction du bonus par puits avait accentué des différenciations qui existaient déjà auparavant : c'est devenu un lieu commun de dire que les mineurs du Nottinghamshire, qui s'opposèrent le plus farouchement à la grève, touchaient des bonis largement supérieurs à ceux des autres mineurs. Par exemple, dès 1978, dans la zone de Doncaster, le bonus pouvait varier de 6,55 livres par semaine à 43,90 livres d'un puits à l'autre (de 70 F à 460 F) ; les heures supplémentaires et le bonus pouvaient former entre 5 % et 30 % du salaire total. Alors que l'institution de ces primes de productivité émiettait les luttes au niveau des régions voire des puits, l'introduction des nouvelles techniques d'exploitation minait plus sûrement ce qui avait été la solidarité de l'équipe de travail qui rejaillissait sur tous les aspects de la vie du mineur.

Cette solidarité avait été forgée par la nécessité du quotidien entre tous les travailleurs du fond, par l'affrontement constant

des mêmes dangers, par les mêmes conditions difficiles de travail, où le geste de chacun portait en même temps la responsabilité, la sécurité et le travail des autres. C'est cela qui disparaissait peu à peu avec la mécanisation et l'automatisation totale des mines. Lorsque Mac Gregor veut introduire une nouvelle différenciation dans les salaires en faisant de ceux qui seront sur le front d'attaque des machines une sorte d'aristocratie ouvrière mieux payée, il reste dans la logique de l'automatisation mais en même temps il détruit encore plus ce qui avait été auparavant le ciment de la lutte et de la vie des mineurs dans le travail en équipes. Même dans la situation telle qu'elle se présente en 1984 au début de la grève, les attitudes devant la lutte et la fermeture des puits divergent en raison des différences déjà fortement marquées dans les conditions de travail au fond : les puits les plus combattifs ne le seront pas tant parce qu'ils sont menacés de fermeture mais parce que ces puits, les « moins rentables » sont ceux dans lesquels les conditions d'exploitation ont été le moins modifiées et où par suite l'attachement aux formes de lutte antérieure reste le plus vivace.

Une autre conséquence de toutes ces mutations est le renforcement de la bureaucratie au niveau local : la dispersion des mineurs, le ramassage par bus, la concentration des puits, tout cela accuse les autres facteurs pour accroître la distance déjà grande entre la base et l'appareil du NUM.

### ● Il faut aussi moderniser l'appareil syndical

Le Parti communiste anglais, qui a toujours eu des positions fortes dans le NUM, notamment dans le Kent, en Ecosse et au Pays de Galles, comprend, au début des années 60, l'importance de la région centrale dans l'avenir des charbonnages et décide de s'implanter dans le Yorkshire, théâtre de ce nouveau militantisme ; les incessantes mutations dues aux fermetures favorisent cette ambition.

Paradoxalement, les dirigeants du PC misent sur les résistances à une modernisation qu'ils approuvent quand l'occasion s'en présente. Le PC déplace alors des militants dans le Yorkshire pour entamer un travail d'approche vers l'appareil du NUM. Des

comités qu'il contrôle et auxquels participent des éléments de « gauche » se réunissent régulièrement. « La politique était secondaire à cette étape. La principale tâche était d'identifier les places vides et de pourvoir les candidats à ces postes. » (Déclaration de D. Baines, délégué NUM au puits de Briesley, membre d'un de ces comités. Cité par Michael Crich - *Scargill and the miners*). Scargill sera plus ou moins lié à cette « gauche du Yorkshire » qui, en 1967, prendra un visage plus public avec le « Barnsley Miners' Forum », lequel se transformera plus tard en une coordination nationale « Miners' Forum » formée d'officiels à plein temps du NUM et de délégués de puits.

En 1968, le NCB, avec le concours du NUM ferme 55 puits de mine et liquide 55.000 emplois. Des grèves sauvages éclatent mais elles restent dispersées. Dans le Yorkshire notamment, les grèves révèlent la montée d'une combativité de la base. La région était maintenant touchée par les fermetures alors que le chômage commençait à s'étendre. Quitter la mine devenait un problème ; ceux qui avaient déjà été mutés deux ou trois fois s'accrochaient : les résistances aux fermetures se renforçaient.

En 1969, le Miners' Forum veut entreprendre dans le Yorkshire une « campagne d'éducation de masse » mais dans le même temps essaie de « structurer » les grèves sauvages. Scargill déclarera plus tard qu'en octobre 1969, à l'occasion d'une grève sauvage : « Nous avons formé un comité de grève non officiel représentant quatre régions... Nous avons décidé que la meilleure voie d'atteindre un arrêt effectif serait d'avoir un piquet mobile rapide... Nous avons lancé depuis les puits des escadrons de voitures, des minibus, des cars, tous dirigés sur des objectifs déterminés à l'avance... » Dans cette action « sauvage » organisée par les futurs bureaucrates, il faut voir la dialectique de la lutte de classe. La défense par les travailleurs de leurs intérêts propres ne peut s'exprimer que contre et à travers l'ensemble des forces qui dominent le procès de production : leur action est modelée par ces forces qu'ils ne peuvent dépasser que dans la lutte lorsque ces forces révèlent alors dans la pratique ce qu'elles sont réellement.

Pour le Miners' Forum, comme pour Scargill, les grèves sauvages et l'organisation qu'on essaie de leur donner ne sont qu'un instrument tactique pour parvenir à une grève générale,

instrument, elle aussi, d'une tactique politique. C'est un moyen de reprendre un contrôle qui échappe à la bureaucratie : le mouvement autonome n'a pas encore pris toute sa dimension que déjà la bureaucratie a secrété une partie d'elle-même pour le récupérer et s'en servir comme agent de sa propre transformation. Scargill avait peut être compris que l'extension des piquets était une stratégie pour l'ère de la voiture. Les mineurs ou d'autres travailleurs l'avaient compris eux aussi en y trouvant un instrument pour atteindre une efficacité que leurs luttes cantonnées dans un puits ne leur permettait pas d'atteindre.

En novembre 1971, la radicalisation des mineurs s'exprime par un vote à 58,8 % pour la grève sur les salaires. La majorité nécessaire a été abaissée à 55 % pour permettre une plus facile reprise en mains des mouvements locaux par une grève nationale contrôlée. Le président du NUM, élu en 1970, est Joe Gormley, le personnage le plus représentatif de la « droite » syndicale, et habile manœuvrier. (Scargill le battra d'ailleurs sur ce même terrain). La grève de 1972-73 qui résulte de ce vote porte les marques des relations complexes entre un appareil national qui freine le plus possible, une bureaucratie régionale et locale qui, dans certaines régions, lutte à la fois pour les places et la réalisation d'une politique et un puissant mouvement de base qui, à travers ce qui est à sa portée, essaie de réaliser ses propres objectifs.

Dans le Yorkshire, Scargill et deux membres du PC essaient d'organiser les piquets de Barnsley à la manière d'une opération militaire; ils forment un comité de grève avec des délégués de puits au niveau de la région. Lorsque le NUM essaie de reprendre le contrôle en créant une organisation nationale des piquets, il assigne aux piquets du Yorkshire d'aller piqueter les centrales et les ports de la lointaine East Anglia. Le radicalisme des chefs organisateurs des piquets du Yorkshire dans cette région peut être mesuré à la déclaration d'un des leaders, Ron Rigley : « Nous avons de très bonnes relations avec la police. Nous rencontrons le chef superintendant chaque jour et nous lui disions où se trouvait chaque piquet. » On retrouvera au début de la grève de 1984 l'idée que la police doit toujours se comporter « normalement » comme cela, ce qui suppose bien une certaine conception de l'Etat neutre et arbitre.

### ● 1972, Saltley Gate : bluff et réalités

L'histoire de Saltley Gate illustre parfaitement la dialectique base-organisation en 1972. 100.000 tonnes de coke étaient entreposées à cette usine à gaz à environ un mile du centre de Birmingham. Personne n'avait pensé au début de la grève à y établir des piquets, et c'est la presse bourgeoise qui révèle que les camions de tout le pays y faisaient la queue sans que personne s'en préoccupât. Lorsque l'état-major des piquets du Yorkshire s'y intéresse enfin, il n'y avait plus que 20.000 tonnes de coke dans le dépôt. Deux faits importants se produisirent alors. Scargill persuada aisément les piquets que s'ils voulaient être efficaces ils devaient s'autodiscipliner : « En aucun cas vous ne devez quitter le front des piquets sans autorisation. Vous êtes payés pour faire le piquet et non des virées au pub. » Les responsables syndicaux et les shop stewards des usines avoisinantes n'eurent pas de mal à persuader les ouvriers de débrayer pour se joindre en masse au piquet devant le dépôt. Il n'y eut alors nullement de bataille comme on en verra en 1984. Le dépôt fut fermé après des pourparlers entre la police submergée et les dirigeants syndicaux, et chacun s'en fut : à la fin de la grève, il n'y avait plus une seule tonne de coke dans le dépôt parce que le syndicat avait donné tant de dispenses que tout avait continué comme avant la « bataille de Saltley Coke Depot ». Comme le déclarera un bureaucrate syndical : « C'était une victoire bien superficielle pour les mineurs. » Pourtant, il avait grandement tort en pensant ça.

S'il est indéniable que l'appareil syndical avait organisé cette « bataille », son contenu, sa dimension et sa dynamique lui avaient été donnés par les mineurs, par l'élan des travailleurs, et cela avait réussi à faire plier le gouvernement. Saltley devenait un symbole pour toute la classe ouvrière : la preuve de l'efficacité de l'action des piquets et de l'action unie des travailleurs. Si le gouvernement se sentait contraint de céder, c'est parce qu'il savait d'après cet exemple que d'autres événements risquaient d'entraîner l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays dans un mouvement général sauvage ; on pouvait en voir les symptômes à cette époque en beaucoup d'endroits.

Le fait que l'appareil syndical de base et notamment Scargill aient joué un rôle dont les média s'étaient emparées entraîna deux

réactions apparemment opposées :

— le comité national du NUM commença à s'inquiéter sérieusement de l'activité de base qui s'exprimait dans les piquets et qui échappait à son contrôle ; il édicta une sorte de code qui fixait une limite au nombre de mineurs pouvant participer à un piquet « officiel » : ils ne pouvaient être plus de six, nombre fatidique que l'on retrouvera plus tard en différentes circonstances.

— Scargill et la « gauche » vont tirer de Saltley une image qui correspondra à leurs ambitions politiques et aux illusions que les mineurs peuvent avoir quant à ce que pouvait être le NUM entre les mains de la gauche.

### ● A capital moderne, syndicat moderne

En 1975, dans une interview à la *New Left Review*, Scargill développera l'idée qu'une autre situation de crise semblable à celle de 1972 ou 1974 pourrait produire les conditions d'une révolution. Il y a là la vision simpliste qu'il suffit de disposer d'un appareil « avant-gardiste » capable de mobiliser des troupes dans des circonstances données pour que l'affrontement se généralise. La situation se reproduira, mais pas dans les termes posés par Scargill, en 1978-79, aux dépens d'un gouvernement travailliste et il n'y aura pas la révolution, seulement une nouvelle crise politique ; lorsque Scargill pensera tenir la situation en 1984, il n'y aura pas même de crise politique. Sous le capital, toute structure permanente tend, à travers les situations de crise, sécréter les transformations destinées à résoudre la crise. Le problème présent du syndicalisme dans les mines, ce n'est pas que l'appareil du NUM n'exprime pas la volonté de la base et qu'il n'essaie pas d'impulser et de coordonner les résistances ouvrières. Le syndicat n'est pas fait pour cela : il est une fonction dans la société d'exploitation et son existence même dépend de sa capacité d'imposer à la base, d'une manière ou d'une autre, les conditions présentes de l'exploitation. Lorsque la distance entre la base et l'appareil est devenue trop grande, lorsqu'il devient difficile de faire adopter une mutation quelconque, une autre voie doit s'ouvrir, aboutissant au même résultat. C'est ce qui se passe dans les années 70 dans les mines. Dans la montée de la « gauche syndicale » au sein du NUM, il y a une double situation : d'un côté un langage plus radical étayé par le soutien sélectif et contrôlé

d'actions de base (cela entraîne le soutien de la base que l'exécutif du NUM avait perdu) ; d'un autre côté, il y a une restauration du pouvoir central de l'appareil sur ses membres et sur les instances intermédiaires (l'utilisation de l'appareil pour lancer et contrôler la grève et les réformes du règlement au cours de la grève et après iront dans cette direction). Même si, comme l'écrit Michaël Crich dans son livre « Scargill et les mineurs » « la gauche avait longtemps souhaité une grève », les buts affichés en 1984 ne sont plus ceux développés en 1975. Il n'est plus question de « révolution » : « Nous voulons frayer le chemin d'une guérison de l'économie, des élections générales et le retour d'un gouvernement travailliste. » (déclaration de Scargill au *Sunday Times* du 28/10/84). Pourquoi ce changement de langage en 10 ans : c'est qu'entre temps, la gauche a effectivement conquis le NUM et agit exactement comme la bureaucratie de droite qu'elle a évincée ; quelle que soit la couleur politique, la bureaucratie se comporte toujours de la même façon ; c'est la fonction qui définit les hommes, leur pratique et leurs idées et non les hommes et leurs idées qui définissent la fonction.

En mai 1973, Scargill est élu président du NUM au Yorkshire. Ce sera le marchepied vers la présidence nationale : pendant cette période de 1973 à 1976, tous les organismes distincts de tendance, tous les groupes informels qui avaient animé les piquets secondaires sont dissous. Au cours de l'été 1978, Scargill intervient personnellement pour briser des grèves sauvages à Armthorpe, Rotherham et Wakefield. En décembre 1981, il est élu président national par plus de 70 % des suffrages ; même le Nottinghamshire votera pour lui à 15 contre 9. On peut trouver différentes motivations derrière cette élection. Pour certains, l'illusion qu'il suffit de remplacer quelques têtes pour que « ça change » ; pour d'autres, l'identification de leur radicalité et de leur mécontentement avec ce qu'exprime l'aile marchante du syndicat ; pour d'autres enfin, le vote « utile » exprimant qu'ils sont prêts à accepter ce que ces nouveaux dirigeants leur présentent comme une nécessité. Pourtant, ce vote à peine acquis, des divergences vont apparaître presque immédiatement dans l'action que le nouveau comité national exécutif paraît vouloir développer à tout prix et les hésitations des mineurs à s'y engager.

C'est aussi que quelque chose avait changé dans l'économie

nationales et dans les mines en particulier, après les grandes grèves de l'hiver 78-79 auxquelles les mineurs n'avaient pas été mêlés. L'éviction politique du Labour et de son projet de gestion du capital, l'irruption des intérêts du capital international avec les néo-conservateurs, amenaient un grand désarroi tant dans les rangs du TUC que dans ceux du Labour. Plus que jamais, il appartenait à la « gauche » de tenter de trouver une version cohérente politiquement crédible, non plus en combattant le mouvement de base, mais en le canalisant ou en l'intégrant. Les projets de restructuration des mines signifiaient aussi la restructuration du syndicat et son éviction d'un certain nombre de rouages de prises de décisions. La question posée en 1974 : qui gouverne ? ou qui dirige ? et telle qu'elle se posera encore au début de la grève des mineurs s'adressait autant au NUM qu'aux mineurs. La défense du syndicat pour et par lui-même passait par la défense des mineurs : la défense de l'appareil et l'idéologie dont il était porteur rejoignait le profond mécontentement des mineurs et leur militantisme. Ce n'est pas Scargill qui, par ses discours enflammés, transformait les mineurs, ce sont les conditions nouvelles de travail qui avaient transformé les mineurs et leur lutte ; elles avaient donné l'opportunité à une « gauche » politique et syndicale de représenter la montée d'un mécontentement et les illusions d'une réforme du syndicat et d'une action politique.

Jamais durant cette période, les mineurs n'auront été appelés aussi fréquemment à voter sur des appels à la grève générale. En janvier 1981, Scargill, qui est alors seulement président des mineurs du Yorkshire, obtient un vote dans cette seule région pour des actions régionales à 86 % ; c'est apparemment une sorte de plébiscite pour ses positions et un bon marchepied électoral vers l'ascension à la présidence nationale du NUM ; mais en bon manœuvrier, il n'utilisera ce vote que... trois ans plus tard pour « reconnaître », dans le Yorkshire, une grève qui, de toute façon, l'aura déjà largement débordé. En janvier 1982, peu après son élection à la présidence nationale, les mineurs votent à 55 % contre la grève pour les salaires et contre la fermeture des puits. Si Scargill a pensé que son élection signifiait l'accord complet avec ses orientations, ces votes lui montrent que les mineurs ne l'ont pas plébiscité en le portant à la présidence. On a dit de ces différents votes qu'ils exprimaient le refus de lutter ; ils disent plutôt la grande méfiance des mineurs envers le syndicat, même mené par

Scargill, pour la défense de leurs intérêts propres et la conduite d'une lutte pour ces intérêts.

## IV — UNE LUTTE AUTONOME QUI SE CHERCHE DEPUIS 40 ANNÉES

### ● L'Histoire ne recommence pas

Au cours de la grève, on a souvent évoqué la grève générale de 1926. Elle avait duré 9 jours et finalement, les mineurs restèrent seuls à lutter pendant plus de 7 mois. En 1926, les syndicats — le TUC — s'étaient trouvés à la tête de la grève, mais c'était contre leur gré. Elle avait été décidée par en haut, elle fut brisée par en haut, sans que s'expriment des initiatives de base, sans que soient même consultés ceux que la classe dominante et les leaders syndicaux enveloppaient alors — comme encore maintenant — du même terme méprisant « d'extrémistes ». La « Triple Alliance » celle des trois syndicats des trois piliers du capital d'alors, les mines, la sidérurgie et les chemins de fer, se présentait comme le fer de lance de l'action révolutionnaire du prolétariat ; elle s'était non seulement disloquée mais elle avait montré ce qu'elle était pour le capital : un tigre de papier.

Entre la grève des mineurs de 1926 et celle de 1984, il y a pourtant peu de points communs. C'est qu'entre 1926 et aujourd'hui se sont déroulées tant de choses que les idées de la classe ouvrière anglaise sur les organisations traditionnelles en ont été profondément modifiées. Ce que les mineurs avaient vécu dans les 60 années écoulées, contraints de se défendre le plus souvent eux-mêmes dans leurs grèves sauvages (sans pouvoir pour autant échapper à un appareil syndical dont les échelons de base pouvaient leur être utiles), c'était à peu près ce qu'avaient vécu tous les travailleurs anglais au cours de cette même période.

1926 avait été la dernière expression du vieux mouvement ouvrier traditionnel : les Trade Unions avaient été alors contraints de donner une dernière fois l'illusion qu'ils représentaient le prolétariat et une possibilité révolutionnaire. En 1947, ils n'avaient pu donner autre chose qu'une autre illusion ; celle que le réformisme changerait la société capitaliste. En 1984,

le syndicat des mineurs NUM se voit dans l'obligation de donner tout seul l'illusion qu'il est un bon médiateur entre la lutte de classe et le capital. Pourtant, près de 60 ans après la grande grève de 1926, tout ce qu'il peut faire pour accrocher cette illusion, ce fut d'essayer de sortir du placard de l'Histoire les haillons tout mités de la Triple Alliance, les possibilités d'une action politique dont les frontières entre l'illusion réformiste et l'illusion révolutionnaire sont impossibles à tracer.

### ● Le mouvement des shop stewards et la gauche syndicale

L'engagement du Labour Party et du TUC dans la gestion du capital anglais en 1945 avait accusé la division entre les sommets de l'appareil syndical et les organisations de base — notamment le mouvement des shop stewards. Là où les syndicats ne pouvaient plus tenir leur rôle médiateur, les shop stewards le reprenaient. Entre eux et la base se développa ainsi une relation dialectique : le shop steward — et partant le syndicat — pouvaient accomplir leur fonction dans la gestion de la force de travail ; dans les échelons de base subsistait l'identification entre la lutte pour les intérêts ouvriers et l'existence même du syndicat. Dans une vieille industrie comme les mines, avec la cohésion que donnait le travail par équipe dans chaque puits, plus que partout ailleurs, cette identification collait au mouvement de base. Lorsqu'au cours de la grève de 1984, pensant aux attaques diverses contre le NUM, un mineur déclarait en montrant son cœur : « C'est là qu'il (le syndicat) existe », il exprimait ce dualisme et cette ambiguïté.

Au cours des années, c'est ce dualisme qui va favoriser le développement du mouvement de base. Syndicats et gouvernements vont tenter de réprimer l'usage que les travailleurs entendent faire des échelons syndicaux de base et, en conséquence, les formes de lutte vont se transformer. Dans les années 50, les grèves sont de plus en plus des grèves sauvages c'est-à-dire non reconnues par le syndicat (parfois reconnues après coup), souvent impulsées par les shop stewards, parfois décidées contre eux. Elles représentent alors 90 à 95 % des grèves en Grande-Bretagne et elles prolifèrent sur les lieux de production à propos des sujets les plus divers ; comme le syndi-

cat ne joue pas le rôle que les travailleurs lui assignent dans l'extension des luttes dans les grands groupes industriels, des organismes de liaisons horizontales commencent à apparaître dans tout le pays, sous la forme de comités de shop stewards, ou de comités de grève à l'échelle d'une entreprise, d'une firme ou d'une branche d'activité, soit temporaires, soit permanents. Ce réseau, qui représentait ainsi une sorte de contre pouvoir syndical prit, avec le temps, certains traits des syndicats eux-mêmes, essayant d'opposer des solutions sociales et économiques alternatives, plus « radicales » que celles proposées par le Labour et le TUC. Ce mouvement n'était pas pourtant l'affirmation d'une position hors des syndicats ou hors du Labour. Avec la « closed shop », cela aurait été bien difficile ; tout se situait en quelque sorte à l'intérieur du syndicat tout en le doublant. C'était aussi le champ d'action de l'extrême gauche (Parti Communiste, groupes trotskystes ou anarchistes, etc.) qui essayaient d'utiliser le mouvement de base et les possibilités offertes par ce mouvement pour infléchir les organisations traditionnelles en y occupant des places. on a vu comment cela s'était déroulé avec les mineurs et le NUM.

### ● Un instrument de lutte : les piquets de grève.

Parmi les traditions syndicales, celle des piquets de grève va connaître en 1972 une dimension insoupçonnée comme instrument de lutte. « Ne pas traverser un piquet » était pour tout travailleur (obligatoirement syndiqué par l'effet d'une closed shop), une sorte de règle morale. Règle morale ambiguë car assortie de la menace des sanctions allant jusqu'à l'exclusion du syndicat, donc du travail. La tradition n'était pas toujours respectée, mais elle restait néanmoins très forte. La persistance des syndicats de métiers, même dans les grandes usines, et le développement de la division du travail avaient pourtant modifié quelque peu l'intervention des piquets.

Comme les grèves sauvages d'une catégorie de travailleurs bloquaient souvent toute l'usine ou toutes les usines d'une firme, les piquets n'étaient plus destinés aux seuls travailleurs concernés par la lutte. Quand il y avait un piquet à la porte, même symbolique, le travailleur ne passait pas ; il était difficile de discerner dans

cette attitude la part de solidarité, la part de crainte du mépris des autres travailleurs ou des sanctions syndicales, la part d'intérêt bien compris que cela pourrait lui être rendu un jour. Il est vraisemblable que la pratique de tels piquets montrait que dans l'organisation moderne de la production, leur efficacité pouvait aller bien au-delà du but initial (empêcher les jaunes de travailler). Ainsi s'est développée l'idée que la grève pouvait être bien plus puissante si on la portait ailleurs, pas seulement dans les autres usines du groupe, mais dans tous les secteurs liés à l'activité de l'entreprise en grève. Ainsi se multiplièrent ce que l'on a appelé les « flying pickets » (piquets volants), par opposition aux piquets statiques à la porte de l'usine, ou piquets secondaires par opposition au piquet principal. Comme toujours, l'utilisation d'un moyen transformait aussi les mentalités : le piquet principal pouvait rester sous le contrôle du syndicat ; les piquets volants, même si ce contrôle était maintenu, laissaient aux travailleurs une plus grande autonomie d'action et développaient encore plus ces liaisons horizontales de base.

L'essor des piquets secondaires, c'est la grève des mineurs de 1972. Comme la grève était totale, les puits furent abandonnés et les piquets se déplacèrent vers tous les moyens de transport du charbon, puis vers les utilisateurs et même vers la circulation des produits de remplacement du charbon. C'est au même moment que les dockers de Londres piquetèrent les dépôts de conteneurs, provoquant une grave crise sociale. Les mineurs revinrent en force avec les piquets lors de leur grève générale de 1974 qui obligea le gouvernement à organiser la semaine de trois jours avec des coupures drastiques de courant et finalement à organiser de nouvelles élections. Le dernier développement à grande échelle des piquets, ce fut pendant l'hiver 78-79. Avec leurs piquets volants, les camionneurs parvinrent à stopper pratiquement l'activité économique du pays : la simple extension de leur grève, empêcher la circulation des camions quels qu'ils soient, les mettait en position de contrôler toute la circulation des marchandises. Peut-être qu'au cours des grèves antérieures, les classes possédantes prirent conscience cet hiver-là que si on laissait se développer cette forme d'action, elles se trouveraient dans une situation dont elles ne pourraient maîtriser le développement : c'est à ce moment qu'elles surent qu'il fallait agir vite et fort au moment voulu pour briser ce qui était alors la matérialisation de la lutte de classe.

Les piquets de grève n'avaient pourtant pas que des aspects positifs. Ils avaient été au départ un instrument de dissuasion, de contrainte ou même de force contre ceux qui refusaient la solidarité imaginaire du syndicat ; la manipulation de la closed-shop et des sanctions contre ceux qui franchissaient les piquets mettaient entre les mains des bureaucrates syndicaux des armes redoutables. L'essor des piquets de grève dans les années 70 correspondait au déclin de la dernière forme de médiation syndicale, shop stewards : ceux-ci ne pouvaient plus mobiliser de grandes masses de travailleurs et devaient trouver un moyen pour durcir et propager les luttes. Les piquets de grève devinrent très populaires car une minorité active avait besoin d'un tel instrument pour assurer l'efficacité des luttes toutes les fois qu'on ne trouvait pas cette solidarité réelle qui entraînait l'unanimité des travailleurs dans l'action. Leur rôle coercitif et souvent violent, au lieu de développer les liaisons de base, créait au contraire des oppositions violentes temporaires entre travailleurs pour qui le capital avait développé des oppositions d'intérêts. Cela se produisit en 1972 devant les dépôts de conteneurs piquetés par les dockers. Cela va se reproduire devant les puits du Nottinghamshire. C'est ce caractère coercitif exprimant un affrontement entre travailleurs divisés qui va donner ouverture à la répression légale. Un mouvement unanime entraîne une solidarité totale qui doit affronter la répression de l'Etat dans des conditions totalement différentes. Dans la grève des mineurs, on retrouvera ces deux formes d'action et de répression étroitement mêlées : la grève est unanime dans certains secteurs, coercitive dans d'autres. C'est là où elle est coercitive que la répression policière et syndicale sera la plus efficace.

### ● Qui gouverne en Grande-Bretagne ?

Pendant les grèves de 1974, lors de l'échec du gouvernement conservateur d'alors, le premier ministre Heath avait posé la question : « Qui gouverne le pays ? ». Les travailleurs revinrent au pouvoir après les élections de 1974 et le gouvernement Wilson se trouvait devant le même dilemme. En réalité, cette question en masquait une autre : « Qui était le maître du pays ? Les capitalistes ou les travailleurs ? ». Il faudra parvenir en 1984 pour que le gouvernement, conservateur cette fois, pose clairement la

question à propos de la grève des mineurs en affirmant : « Le droit de décider appartient au seul patron et à personne d'autre ». Le langage n'était plus le même. En 1974 ou en 1978, les dirigeants politiques pouvaient encore se prévaloir de la fiction de l'Etat-autorité suprême, défenseur d'un ordre social. Le développement du capital et de la lutte de classe faisaient tomber cette fiction : le premier ministre proclamait que le gouvernement, donc l'Etat, n'étaient là que pour assurer l'autorité du patron, c'est-à-dire l'intérêt du capital. Si les choses en étaient arrivées à ce point, ce n'était pourtant pas faute de tentatives de museler les grèves sauvages et cela même bien avant les mouvements de 1972 et 1974 qui avaient vu l'irruption des piquets de grève et de mouvements de masse.

L'honneur en était revenu à Barbara Castle. En décembre 1968 elle publia, comme ministre du Travail du gouvernement Wilson, un document intitulé « In place of strife » (A la place des luttes). Ce texte fixait les grandes lignes d'une législation contraignant les syndicats à se faire respecter par leur base, à éliminer les grèves sauvages en leur donnant pouvoir de discipliner les conflits. Le texte prévoyait notamment les discussions préalables obligatoires pendant un délai de 28 jours avant le déclenchement d'une grève. Il ne fut pas suivi : les syndicats et les patrons y étaient opposés essentiellement parce qu'il tendait à les lier par des procédures d'arbitrage. Pourtant, ce texte, établi par des socio-démocrates, a en fait déterminé toute l'orientation de la « politique sociale », y compris celle des fameuses lois que le gouvernement conservateur actuel a fait voter pour aboutir au même résultat.

Après cet échec, ce fut le gouvernement conservateur Heath qui tenta sa chance en 1972. Il fit voter une loi « Industrial Relation Act » (loi sur les relations sociales) qui établissait un contrôle sur les grèves sauvages, notamment en rendant les syndicats pécuniairement responsables des mouvements qu'ils n'auraient pas tenté d'empêcher ou qu'ils auraient couverts. Mais, quand on a essayé d'appliquer cette loi, on s'est heurté à un dilemme : quand un mouvement est sauvage, que le syndicat ne le reconnaît pas ou même le désavoue, que peut-on faire ? On ne peut pas prétendre que le syndicat est responsable puisqu'il va venir dire devant le tribunal qu'il n'est pour rien dans la grève et

que c'est vrai. D'un autre côté, on essaie d'inculper, voire d'arrêter des travailleurs en lutte parce qu'ils contreviennent à la loi, le syndicat est complètement rejeté hors du conflit qui, alors, prend une dimension explosive. C'est précisément ce qui arriva en 1972 pendant le conflit avec les dockers que nous avons évoqué. Le gouvernement s'empêtra dans sa propre législation. Le plus grave fut qu'il dut reculer sous la menace d'une explosion sociale généralisée. Alors qu'une grève générale se développait, qu'un assaut se préparait contre la prison de Pentonville où étaient incarcérés cinq dockers, le gouvernement céda sur toute la ligne. Cette démonstration d'impuissance engendra une grave crise politique qui ne se dénouera au début de 1974, lors d'une autre grève générale des mineurs, qu'avec la démission de Heath.

La résistance du prolétariat entraina pour une large part dans les difficultés du capital britannique qui, en 1975, se trouvait dans une situation plutôt catastrophique. Il revenait au Labour Party, revenu au pouvoir, d'appliquer les conditions draconiennes posées en 1976 par le Fonds monétaire international pour le sauvetage de l'économie anglaise : baisse du niveau de vie, blocage des salaires, manipulation du chômage. Le TUC redevenait un auxiliaire précieux dans une nouvelle approche de la répression des grèves sauvages : ce qui fut appelé le « pacte social ».

Ce pacte associait étroitement syndicats et entreprises dans la gestion de la force de travail ; les accords collectifs ne pouvaient comporter d'amélioration des salaires au-delà d'un bas plafond national qu'au prix d'améliorations de productivité (on a vu que pour les mineurs, cela avait abouti en 1977 à une réforme complète du système des rémunérations). La grande vague de grèves officielles ou sauvages qui déferla au cours de l'hiver 78-79 était une réponse à ce pacte social qui avait conduit à une baisse importante du salaire réel. Pendant ces grèves, le gouvernement invita les syndicats à créer une sorte de « code d'activité des piquets » réglementant l'activité des syndiqués. Mais cette incitation fut sans effet parce qu'elle n'était assortie d'aucune sanction. La lutte de classe ayant démontré l'impuissance de sa méthode, le gouvernement travailliste dut démissionner. De nouvelles élections amenèrent les conservateurs au pouvoir.

Ce retour n'était pas l'habituel chassé-croisé entre les deux

grands partis traditionnels. La grève Ford de l'automne 1978 avait amorcé l'échec du pacte social. Ford avait cédé à une grève puissante brisant en même temps toute la réglementation des salaires. Cela signifiait aussi que le capital international avait réussi à faire prévaloir ses intérêts sur ceux de la défense du capital proprement britannique, ligne des gouvernements depuis 1945. Ces échecs politiques successifs avaient favorisé la montée dans le parti conservateur de ces mêmes courants poussés par les capitaux cherchant sur la scène internationale des profits qui leur étaient refusés sur la scène anglaise. Le gouvernement Thatcher représentait cette tendance dont la première tâche était de faciliter l'investissement à l'étranger tout comme l'ouverture la plus large possible des frontières : c'était cela qu'exprimait l'idéologie du nouveau libéralisme et l'apologie de l'esprit d'entreprise. Ce n'était pas une rupture fondamentale avec la période précédente en ce sens que l'Etat bourgeois restait l'agent des intérêts capitalistes. Seulement, la fiction de l'Etat-arbitre entre les différents courants capitalistes et protecteur des intérêts capitalistes nationaux (notamment à travers les nationalisations) s'estompait. Ce n'étaient plus seulement les secteurs protégés de l'industrie anglaise qui tombaient ou étaient remis sous une gestion capitaliste directe par les dénationalisations, mais également certaines des fonctions traditionnelles de l'Etat (transports et communications, éducation, santé, défense, etc.).

Cette politique signifiait en peu de temps des coupes sombres dans l'industrie anglaise et un accroissement considérable du chômage ; elle fut puissamment aidée par la crise économique mondiale. La crise apportait, en même temps, sans que cela eut été conçu comme une stratégie, les éléments pour en construire une, les conditions pour tenter ce qui n'avait pu être réalisé depuis plus de 15 années : briser le mouvement autonome. Les licenciements massifs permettaient de poursuivre la rationalisation de l'industrie britannique, notamment dans le secteur nationalisé. De nouvelles lois devaient tenter d'imposer un nouveau système de relations sociales éliminant les grèves sauvages et l'importance prise par les piquets de grève. Ce furent les lois de 1980 et 1982 dites « Employment Acts » et celle de 1984 dite « Trade Union Act ».

Les « Employment Acts » de 1980 et 1982 rendaient illégal tout piquet à une place autre que le lieu de travail habituel, les entre-

prises des fournisseurs ou les clients directs. L'Employment Act de 1982 autorisait les entreprises à poursuivre le syndicat qui aurait reconnu une grève utilisant des piquets illégaux. Ledit syndicat pouvait être condamné à des dommages-intérêts pour les pertes subies par les patrons du fait d'une telle grève illégale. De plus, si le syndicat persistait dans le soutien auxdits piquets, il pouvait être condamné à de lourdes amendes pour « contempt of court » (mépris de la décision du tribunal). En outre, pour prévenir les piquets de masse, les piquets légaux autorisés firent l'objet d'une réglementation du ministère du Travail en limitant leur dimension à 6 ouvriers. Le Trade Union Act de 1984 obligeait à tenir un scrutin dans certaines formes précises avant le déclenchement de toute grève ; d'autres dispositions tendaient à réglementer le fonctionnement interne des syndicats. Contrairement à la campagne du TUC et du Labour relayée par tous les groupes gauchistes, toutes ces réformes ne visaient nullement à affaiblir les syndicats, mais, comme le disait Thatcher, à les rendre « responsables », c'est-à-dire les obliger à œuvrer pour le capital. Légalement, cela tendait à les renforcer en leur conférant un pouvoir supplémentaire de contrôle sur la base et en les contraignant au besoin à utiliser ce contrôle pour prévenir les grèves. Si les syndicats perdaient leur influence, ce n'était pas dû au chômage et aux difficultés financières qui en résultaient. C'était d'abord le développement de l'autonomie ouvrière, les transformations structurelles des industries, la puissance internationale des nouvelles entreprises et l'évolution du rôle de l'Etat qui les obligeait à se restructurer. Construits pour jouer un rôle médiateur, ils se trouvaient comme des instruments devenus soudain inutiles, rebelles à une transformation dans laquelle ils devaient rejeter les liens privilégiés et les idées qui avaient fait leur force dans le passé.

Dans toute cette évolution, les causes étaient souvent prises pour les conséquences. En voir les causes dans les volontés politiques, dans la stratégie du capital, dans la manipulation de la crise et des nouvelles techniques, c'était renverser l'ordre des choses. Au centre, il y avait la dynamique dialectique du capital et de la lutte de classe ; tous les dirigeants et les appareils étaient les exécutants non de leur volonté comme ils pouvaient le croire ou comme les apparences semblaient le montrer, mais des impératifs dictés par la marche en avant du capital.

## V — QUELLE FORCE LES MINEURS ONT EN FACE D'EUX ?

### ● Un programme politique

La 10 février 1981, la direction du NCB annonce la fermeture de 50 puits (dont 33 immédiatement), et la suppression de 30.000 postes. Pendant que leaders du NUM discutent, partout, les mineurs commencent à agir. La grève éclate au Pays de Galles et dans la région de Durham ; les piquets commencent à se répandre dans les autres régions. Une grève nationale paraît inévitable bien que le président du NUM, Joe Gormley, demande aux mineurs de temporiser dans l'attente d'un vote national. Soudainement, le 18 février, Thatcher ordonne au NCB de mettre au rencart le plan de fermeture. Plus tard, en 1984, un porte-parole du gouvernement David Howell, secrétaire à l'Énergie, admettra que ce n'était qu'un repli stratégique. Le gouvernement avait compris qu'à ce moment, il ne pouvait gagner et qu'il risquait de se trouver devant un mouvement beaucoup plus vaste. Thatcher avait su tirer les leçons de l'histoire : elle ne voulait pas se retrouver dans la situation de Heath 7 ans auparavant. Le ballon d'essai avait prouvé la combativité des mineurs. Même sans signes évidents, la tension sociale était sans doute bien perceptible dans d'autres secteurs. Quelques mois plus tard, l'Angleterre devait connaître un été d'émeutes sans précédent. Il était important pour le pouvoir de ne pas avoir à combattre en même temps sur différents fronts.

La reculade de 1981 montrait que, même lorsque le pouvoir dispose de plans précis, il n'est pas toujours maître de ses stratégies. Le journal *The Economist* avait dévoilé dès le 27 mai 1978, un an avant les élections qui porteront les conservateurs au pouvoir, que leur programme électoral comportait un rapport, « The Ridley Report » : c'était une étude complète de la politique à mettre en œuvre pour rendre au capital privé les industries nationalisées. En annexe de ce rapport, il était souligné que des conflits sociaux seraient inévitables et que la bataille devait être

engagée sur le terrain choisi par le gouvernement. L'industrie charbonnière serait vraisemblablement ce champ de bataille. Dans ce but, un gouvernement conservateur devrait :

- accumuler des stocks de charbon particulièrement aux centrales thermiques,
- préparer des plans pour importer du charbon,
- encourager les transporteurs privés à recruter des chauffeurs non syndiqués,
- introduire des alternatives charbon - pétrole pour les centrales,
- établir une importante force de police mobile pour combattre les piquets,
- tarir les ressources des mineurs en grève pour contraindre le syndicat à financer la grève.

On a pu voir que ce choix des mineurs comme plat de résistance procédait d'un règlement de compte particulier des conservateurs envers ceux qui leur avait infligé une cuisante défaite politique. Ce n'était en réalité qu'un élément d'une politique capitaliste globale que ledit rapport Ridley définissait. « Chaque industrie nationalisée doit réaliser un taux défini de retour au capital, et ce taux de retour, une fois décidé, doit être maintenu d'une manière inflexible ». Comme les mineurs avaient montré dans un passé récent le niveau de leur combativité, il était normal, qu'envisageant une telle politique, on ait prévu le risque d'un affrontement majeur avec les mineurs.

Les projets du NCB ainsi mis provisoirement au rancart en février 81 avaient été pris dans le cadre d'un nouveau plan « Coal Industry Act ». Elaboré en 1980, il visait à atteindre une rentabilité par puits devant conduire à la fermeture des puits « non rentables » et à la privatisation des puits « rentables ». Indépendamment de ce plan, la crise acculait le gouvernement à précipiter une solution et à réduire le rythme d'extraction du charbon tout en réduisant le coût de production : les stocks de charbon tant aux centrales que sur le carreau des mines s'accroissaient considérablement, bien au-delà des stocks stratégiques prévus par le rapport Ridley ; en diminuant les recettes et en augmentant les dépenses, la crise posait beaucoup plus impérativement des problèmes de choix dont la réduction des subventions à l'industrie charbonnière était l'une des possibilités. Ainsi, la crise

donnait corps au sujet d'affrontement avec les mineurs et rendait plus impératif cet affrontement. Paradoxalement, c'était sous une certaine forme la défense du « charbon anglais », le pavillon sous lequel se battait le NUM, qui était repris par le gouvernement.

### ● Les préparatifs

Un comité, « The Monopolies and Mergers Commission » (MMC), chargé d'étudier les problèmes du NCB devant la crise, remit son rapport en juin 82. Les principaux points en étaient : maximisation de la production à bas coût, faire des régions minières des unités économiques distinctes, réduire le nombre des départements et des comités divers du NCB, adopter des critères commerciaux, réduire le nombre de tous les travailleurs de la mine, spécialement tous ceux ne travaillant pas à l'abattage, recruter des dirigeants hors du cercle minier, contrôler étroitement les coûts salariaux... La nomination de Mac Gregor à la direction du NCB le 1<sup>er</sup> septembre 1983 signifiait que les dés étaient jetés quant à l'application de la politique ainsi définie. L'homme était précédé de sa réputation. C'est lui qui avait présidé à la restructuration de British Leyland et à la réorganisation de British Steel Corporation (aciéries nationalisées) ; dans chacune de ces firmes, plus de la moitié des ouvriers avait été licenciée. Son entrée dans le cercle dirigeant des entreprises anglaises était due aux travaillistes : c'était Eric Varley, secrétaire à l'Industrie qui, dès 1975, l'avait contacté aux USA où il œuvrait alors et l'avait placé à British Leyland. Ce serait Frank Chapple, alors leader du syndicat EEPTU (électriciens) qui aurait suggéré à Thatcher de le placer à la tête du NCB.

Le jour qui suivit les élections de juin 1983, où paradoxalement un parti conservateur revint avec une majorité accrue alors que le nombre de ses voix avait sensiblement diminué, Thatcher aurait déclaré à Peter Walker (qui avait été sous Heath secrétaire à l'Industrie) : « Peter, je veux que vous alliez à l'Energie. Nous allons avoir une grève avec les mineurs. » Pourtant, il est trop facile et trop simpliste de voir dans les tenants du pouvoir capitaliste un état-major ayant une vision claire du but à atteindre et des moyens à utiliser pour l'atteindre. Il ne fait aucun doute que,

comme tout parti politique, les conservateurs avaient un programme et qu'ils se donneraient les moyens, une fois au pouvoir, de le réaliser. Mais si l'évolution des techniques et la crise leur fournissaient des armes qu'ils n'avaient pas tout à fait prévues, ils n'étaient maîtres, ni des moments, ni des conditions, ni des péripéties, encore moins du résultat. Les différents votes des mineurs refusant à plusieurs reprises la grève soit sur les salaires, soit sur les fermetures, pouvaient tout autant leur faire croire que la restructuration pouvait se passer sans conflit majeur comme cela avait été le cas chez British Leyland par exemple (c'est sans doute en partie à cause de cela que le gouvernement appuiera les demandes pour un vote national). A son niveau aussi, se produisait la dialectique des fins et des moyens ; l'ampleur des moyens nécessaires pour briser la grève des mineurs pouvait se révéler plus importante que le but à atteindre. Nigel Lawson, ministre des Finances, pourra dire que le coût exorbitant de la grève pour l'Etat et l'économie britanniques était un « bon investissement ». Rien n'est moins sûr car on ne spéculait pas sur la lutte de classe comme à la Bourse.

Après l'alerte de 1981, le gouvernement essaie de se donner les atouts du succès. Lorsque la grève éclatera, les mineurs devront affronter un formidable arsenal répressif. Comme le soulignera un commentateur, toutes les possibilités du système de la loi et de l'ordre public furent utilisées contre les mineurs. Mais tout cela ne s'est pas mis en place en un jour et n'est pas l'organisation du seul mouvement conservateur, même si c'est lui qui aura l'honneur de le peaufiner et de le mettre en œuvre. Ce plan d'ensemble sans précédent, il a été assemblé peu à peu à la manière d'un puzzle, à mesure que la montée des luttes du prolétariat forçait à trouver des parades. C'est la tâche de n'importe quel gouvernement sous le capital de forger et d'adapter constamment les boucliers de protection ; dans la mesure où le bouclier syndical ne pouvait être efficace, le bouclier policier et militaire devait l'être d'autant plus.

Les forces répressives anglaises avaient beaucoup d'expérience, celle de l'Irlande du Nord, celle des émeutes de 1981, celle des

piquets de masse de Grunwick et Warrington<sup>1</sup>. On sait maintenant que toute une stratégie nouvelle avait été élaborée, indépendamment de dotations en matériel moderne, pour passer d'une police « par consensus » à une police de répression directe de masses hostiles « de type colonial », à partir de l'expérience de contrôle des masses chinoises de Hong-Kong.

En 1975, sous le gouvernement travailliste, le National Security Plan organisa une opération à l'échelle nationale menée par les militaires dans le plus grand secret. « Chaque sortie d'autoroute, chaque gare de chemin de fer stratégique, les ports, les dépôts de carburant et les usines furent contrôlés par des officiers de l'armée pour prévoir leur défense ou leur destruction dans l'éventualité d'une invasion ou d'une guerre civile. Les matériaux accumulés à la suite de cette opération furent utilisés pour dresser des plans en vue de parer à toute éventualité, depuis des grèves limitées affectant les services essentiels, jusqu'à des désordres civils majeurs à l'échelle du pays. » Nul doute que ces plans furent utilisés dans la grève des mineurs. Quant au contrôle central opérationnel d'un tel plan, ce n'est pas nouveau qu'à l'échelon gouvernemental ou policier, on ait toujours prévu, en temps utile, des organismes adéquats : en 1972 et 1974, le gouvernement Heath utilisa un comité spécial, le Civil Contingency Unit (CCU) ; Wilson utilisa les services secrets contre une grève des marins en 1966 et Callaghan combattit la grève des pompiers en 1978 avec un autre comité ad hoc, le Cobra (Cabinet Office Briefing Room). Après la reculade tactique de 1981, le CCU demanda à un autre comité secret, le MISC 57, d'étudier les dessous des grèves de 73/74 pour prévenir la vulnérabilité pouvant résulter de l'amenuisement des stocks de charbon. Tout un ensemble de mesures bien coordonnées furent prises dans les années qui suivirent pour que les conclusions du rapport Ridley, dont nous avons parlé, deviennent réalité. Des accords secrets

---

(1) En 1977 à Grunwick (Londres) et en 1983 à Warrington (Manchester), des piquets de masse furent organisés des jours et des jours pour la défense de positions syndicales. Ils mobilisèrent, dans des affrontements ponctuels et rituels, l'éventail militant des groupes de gauche. Ils n'eurent d'autre résultat que d'offrir un champ de manœuvre à la police et de démontrer l'impuissance de ces formes minoritaires d'action.

furent conclus avec la Pologne, l'Afrique du Sud, l'Australie et les USA pour des importations spéciales de charbon qui seront stockées à Rotterdam (3 millions de tonnes) et dans d'autres ports européens.

Un des arguments entendus fréquemment à propos des grèves sauvages, c'était qu'elles étaient entretenues par les possibilités qu'offrait le système de sécurité sociale aux femmes de grévistes et leurs enfants pour obtenir des allocations. Les conflits éclataient d'autant plus facilement et duraient d'autant plus longtemps que les travailleurs avaient moins à se soucier des conséquences financières du conflit. Un des points du programme anti-grève des conservateurs fut de tarir rapidement les ressources des grévistes. Deux lois de 1980, passées presque inaperçues, autorisaient une déduction obligatoire sur toute allocation payée à une famille de gréviste et interdisait tout secours aux grévistes célibataires au titre de « besoins urgents ». Dès le début de la grève des mineurs, bien que chacun sut que le NUM ne possédait aucun fonds de grève et que la solidarité était aléatoire, un décret fixa cette déduction à 15 livres par semaine (elle sera même portée à 16 livres au cours de la grève) (respectivement 180 et 192 F).

## VI — L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DE LA GRÈVE

### ● Les réactions contre les fermetures

Dans sa brochure « Understanding the miners' strike », John Lloyds peut écrire : « Le NUM n'avait jamais accepté le principe de fermeture des puits pour raisons économiques, mais en pratique il l'avait largement accepté dans les années 50 et encore plus dans les années 60. A la fin des années 60, cet accord donné aux fermetures avait évolué vers des positions plus militantes... Quand il devint essentiel, au début des années 80, de poursuivre cette politique de fermeture, le militantisme du NUM était tel qu'aucun accord formel ou tacite sur la fermeture des puits devenait possible. » Cette réflexion était juste à cela près que ce n'était pas l'appareil du NUM qui devenait militant, c'était la base des mineurs qui s'inquiétait de plus en plus et s'opposait dans la pratique aux fermetures ; l'appareil du NUM ne pouvait plus donner son accord par la bande. C'est cette situation qui, on l'a vu, avait sous-tendu la montée de la gauche dans l'appareil du NUM.

Le 17 décembre 1982, les mineurs du puits Kinneil en Ecosse occupent le puits menacé de fermeture et envoient des piquets dans toute l'Ecosse. Le NUM d'Ecosse (bien qu'aux mains de la gauche) réussit à stopper la grève et le puits est fermé. En mars 1983, à la suite de la fermeture du puits de Tymawr de Lewis Merthyr (Pontyprid), la grève est bien décidée dans le Pays de Galles-Sud. Les mineurs occupent la mine et le comité exécutif du NUM de la région appuie la grève de même que ceux du Yorkshire et de l'Ecosse (ce sont les zones où les comités sont tenus par la « gauche »). Dans les autres zones, notamment le Lancastér, Durham et le Nottinghamshire, les comités exécutifs décident contre la grève en demandant que soit tenu un vote national. Scargill essaie d'obtenir une grève nationale sans vote national, en utilisant un article du règlement du NUM qui autorise les votes sur la grève par district (règle 41) ; si elle est décidée, elle peut alors être couverte par le comité national. Mais

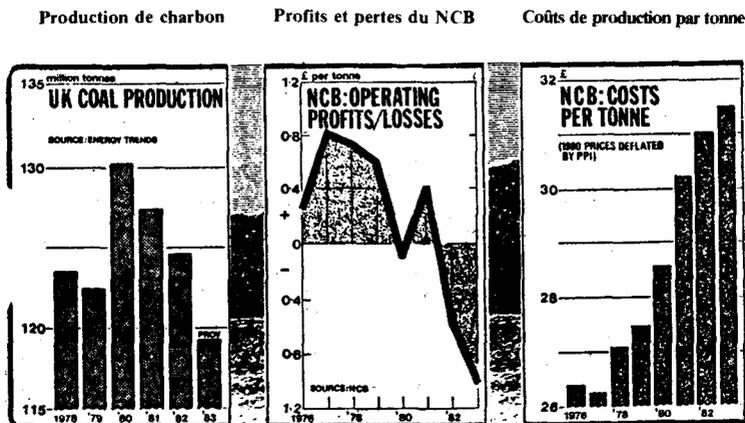
il ne parvient pas à imposer cette tactique essentiellement parce que le Pays de Galles reste isolé dans la grève qui ne s'est pas propagée dans les autres bassins. Les dirigeants du NUM jouent un double jeu. Alors qu'ils s'affichent contre les fermetures, ils dissuadent les mineurs de soutenir ceux du Pays de Galles : par exemple, les leaders du NUM du Yorkshire empêchent les mineurs du super puits de Selby de se mettre en grève par solidarité.

Le vote national de tous les mineurs donne effectivement 61 % contre la grève ; même le Yorkshire « militant » ne votera qu'à 54 % pour la grève, ce qui n'est même pas la majorité de 55 % requise. C'est une sorte de répétition de ce qui se passera en mars 1984. D'un côté, on peut voir l'échec de l'appareil syndical aux mains de la « gauche » lorsqu'il propose « sa » grève. De l'autre, un refus des manipulations de l'appareil et des désaccords importants sur la nécessité d'engager la lutte à ce moment. Déjà s'expriment les divergences qui se convertiront en affrontements un an plus tard ; elles sont plus des divergences sur la conception et les méthodes des luttes découlant des différences dans les techniques d'exploitation que des considérations d'opportunité ou de pratiques « démocratiques » qui ne jouent jamais de cette manière dans le déclenchement spontané des luttes. Du côté gouvernemental comme du côté de la direction du NUM, les leçons de cet épisode iront dans le même sens d'une confirmation qu'on peut — et doit — aller de l'avant, mais dans des directions opposées. Pour le gouvernement et le NCB, le fait que les mineurs rejettent à une forte majorité l'appel à la grève signifie que le plan de modernisation peut être mis en place ; plus peut-être que la reculade de 1981, ce vote de 1983 donne le feu vert à la restructuration, d'autant plus que les autres armes destinées à briser une grève éventuelle sont maintenant en place. Pour le NUM, la chute du soutien pour la grève dans le bastion du Yorkshire (86 % en 1981, 54 % en 1983) souligne que les transformations techniques et les attermoissements du NUM commencent à transformer les mentalités : si quelque chose doit être fait pour cette bureaucratie de gauche, il faut le faire maintenant, mais en choisissant la méthode et le moment. Le sentiment de beaucoup de mineurs à ce moment était déjà que le vote n'était pas la bonne voie : pour les mineurs gallois, la seule tactique était d'aller vers les mineurs dans toute l'Angleterre et tenter de les persuader directement de les soutenir. C'est précisé-

ment ce que la bureaucratie ne pouvait admettre. Pour la bureaucratie de droite, le vote, c'était la perspective d'un rejet de la grève ; pour la bureaucratie de gauche, le refus du vote, apparemment soutenant la position des mineurs, n'était qu'un moyen de lancer un mot d'ordre d'une grève qui resterait sous leur contrôle. Le mouvement de base était coincé entre ces deux positions en même temps qu'il affrontait la réalité des fermetures de puits.

### ● L'aggravation de la crise charbonnière

Fin 1982, il apparaît que la crise du NCB s'est brutalement aggravée et que le gouvernement ne peut plus atermoyer. Les tableaux suivants sont éloquentes :



25/06/1984

Tout paraît bien en place au milieu de 1983 dans les stratégies et les contre-stratégies : la nomination de Mac Gregor, en septembre 1983, à la présidence du NCB semble presque comme la désignation ultime du général, alors que l'autre camp se l'est déjà donné en la personne de Scargill. Ces polarisations sont-elles annonciatrices du conflit ? Elles traduisent à coup sûr l'exacerbation des difficultés du capital, en l'occurrence dans le secteur

charbonnier et le désarroi des mineurs devant les bouleversements qui les touchent. La volonté des appareils de « résoudre » le problème d'une façon ou d'une autre n'est que l'expression de ces exacerbations des conflits au niveau économique et social, du capital d'un côté, de la base des mineurs de l'autre ; pour les appareils, au-delà des divergences, il y a une même vision : l'affrontement doit faire sortir un remède aux difficultés de ce secteur, un remède conforme à ce qu'ils voient comme l'intérêt du capital. Les mineurs ne sont que de la force de travail, objets d'une restructuration par le capital, objets d'une opération politique, en vue d'une autre restructuration du côté du NUM. A partir de ce moment, les appareils sont pris dans leur propre logique et ne peuvent répondre que d'une certaine façon aux événements qui vont surgir même si apparemment ils en sont les initiateurs et paraissent maîtres des décisions. Ils sont effectivement dans la situation d'états-majors qui ont préparé minutieusement la guerre mais qui ne sont plus maîtres ni des circonstances, ni du déclenchement, ni d'un inexorable déroulement une fois la mécanique embrayée ; par dessus tout, ils ne sont pas du tout maîtres de ceux qu'ils considèrent comme leurs objets ; l'élément central dont ils ne sont pas maîtres, c'est le mouvement dialectique du capital et de la lutte de classe.

Depuis la grève manquée à propos de la fermeture d'un puits du Pays de Galles, les mineurs ne peuvent voir leur situation qu'avec une inquiétude grandissante. Ils peuvent voir les stocks de charbon s'accumuler sur le carreau des puits. Ils peuvent savoir que des puits continuent d'être fermés. Ce qui s'est passé à propos du Pays de Galles en mars 83 peut surgir à tout moment. Nul doute que le NUM ne voie cela d'un œil inquiet : un appareil n'engage pas la bataille sur des principes, mais sur des réalités. Les dirigeants de la « gauche » qui se sont servis d'une situation pour accéder aux places peuvent être contraints de se servir de cette même situation tout en sachant qu'ils risquent d'être détruits dans l'affrontement qui leur aura été imposé par le mouvement de la base et par le capital. Cette dialectique mineurs-appareil syndical, on peut la mesurer par des simples chiffres : en 1982, 403 grèves ont impliqué 200.000 mineurs dans toute l'Angleterre ; dans les 9 premiers mois de 1983, il y a eu de même 189 conflits locaux. En septembre 1983, le puits de Dodworth dans le Yorkshire débraie pour la 5ème fois en moins d'un mois

pour la réintégration d'un mineur qui a cassé la gueule à un contremaître : des piquets sont envoyés dans les autres puits de la zone de Barnsley. La grève est stoppée par Jack Taylor, leader du Yorkshire, soutenu par le comité régional du NUM.

Ce ne sont pas les fermetures qui vont enclencher cette phase finale vers la grève, mais une question de salaires. Le 4 octobre, le NCB propose une augmentation de 5,2 % tout en conditionnant les pourparlers à un accord sur la fermeture des puits « déficitaires » (uneconomic pits). Lors de la conférence annuelle du NUM en octobre 83, la « gauche » réussit à imposer, par un vote des délégués mais sans vote national de l'ensemble des mineurs, la tactique d'une grève nationale. Peut-on parler de manœuvre bureaucratique ou de réponse à la pression de la base ? Les deux sans doute : ce qui est certain par contre, c'est que ce type de mouvement peut laisser penser à l'appareil syndical qu'il gardera le contrôle de la grève puisque c'est lui qui l'ordonne par en haut, donc il pourra la faire cesser par en haut aussi. Il y a dans cette approche de la lutte exactement la traduction de ce que Scargill pouvait dire peu de temps auparavant : « La faiblesse fondamentale de notre mouvement (le mouvement syndical) est que nous n'avons pas une politisation de la classe ouvrière... Nous devons persuader la masse des travailleurs d'accepter un programme alternatif radical. » (*Morning Star* - 2/7/83). Sans doute considère-t-il les différents votes nationaux rejetant les appels à la grève comme un « manque de politisation » des mineurs et qu'il en a tiré la conclusion qu'il fallait utiliser d'autres moyens pour une action qui devenait urgente, si l'on voulait garder le contrôle de la base.

### ● La grève des heures supplémentaires

Le mouvement ainsi décidé par en haut est une grève des heures supplémentaires, à dater du 1<sup>er</sup> novembre 1983 : elle est présentée comme dirigée contre le NCB pour le contraindre à accroître ses offres et à modifier sa politique de fermeture. En réalité, la stratégie syndicale vise plus la base, que l'on espère unifier sur une revendication unique de salaire (l'exemple de 1972), et contrôler — en réintégrant dans un mouvement d'ensemble les grèves sauvages contre les fermetures de puits. Il est clair que ce

mouvement ne touche pas spécialement le NCB qui regorge de charbon (50 millions de tonnes sur le carreau des mines ou dans les centrales électriques) et qui n'a pas à payer les heures non travaillées. La baisse de la production sera de 14 % en novembre, de 11 % en décembre.

Mais, rapidement, la situation devient excessivement confuse. Pour pallier les inconvénients de la grève, le NCB cherche à modifier les équipes et les heures de repos. Les mineurs d'Ecosse ne sont pas satisfaits de ce mouvement qui les gêne plus que le NCB, sans être efficace ; cela se traduit par une reprise d'initiatives de base sur des questions diverses : 7 semaines de grève totale à Monkton Hall contre des réductions d'effectifs, 3 semaines à Polmaise et Bogside, menacés de fermeture. Le NUM d'Ecosse a couvert ces grèves pour les faire stopper en s'opposant à leur extension. La forme de la grève n'est pas spécialement populaire ; le 20/1/84, le candidat de la « gauche » est élu à la vice-présidence du NUM par à peine plus de 50 % des voix. Les mineurs sont divisés. Des conflits surgissent avec d'autres catégories qui s'estiment gravement lésées par la perte des heures supplémentaires : les « winders » qui manœuvrent les cages veulent reprendre le travail d'où des affrontements avec des piquets. Partout ce ne sont que conflits, mises à pied, chômage technique... ; les dirigeants ont bien du mal à maintenir leur ordre chez des mineurs frustrés par des pertes de salaire qui atteignent jusqu'à 40 livres par semaine (près de 500 F).

La tension éclate en violences : contre Mac Gregor qui sera mis K.O. le 22 février alors que, visitant le puits d'Ellington en Northumbria, il trouvera 600 mineurs décidés pour l'accueillir ; contre Mac Gahey, vice-président (PC) du NUM, violemment attaqué par des mineurs de Polmaise qui envahissent un de ses meetings et le virent de la tribune. High Moor Colliery (North Derbyshire) est en grève 24 heures contre une visite de Mac Gregor ; à Silverdale (Staffs), 900 mineurs refusent de travailler avec un jaune. Le 31 janvier, sur 14.000 mineurs d'Ecosse, 3.700 sont en grève ou mis à pied. La dernière semaine de février 84, 1.500 mineurs sont en grève à Manors Colliery à propos du temps de repos ; d'autres grèves éclatent à Bullcliffe Wood près de Barnsley, à Senfield en Ecosse, à Goldthorpe et Yorkshire Main sur des problèmes liés à la grève des heures supplémentaires.

Cette grève, suivie partout à peu près également, commence à perturber sérieusement l'exploitation pendant les heures normales de travail. L'entretien des puits a toujours été assuré en heures supplémentaires, notamment durant le week-end ; comme cet entretien ne peut plus être effectué, il faut le faire pendant la semaine et ces jours d'entretien deviennent pour l'ensemble des mineurs des jours de mise à pied. Cela entraîne une perte encore plus grande de salaire et la grève prend une plus grande dimension : l'initiative reste entre les mains du NCB cependant que les mineurs accumulent les désavantages sans contrôler quoi que ce soit. L'impression qui prévaut est celle d'un enlèvement sans qu'aucune des deux parties NCB et NUM n'ait l'intention de céder. Le pourraient-ils d'ailleurs ? Le NCB est en position de force ; le NUM n'en a pas la possibilité car la grande masse des mineurs l'a suivi dans un mouvement national décidé par en haut et que ses choix sont fort limités. Comme le dira Scargill à un meeting à Sunderland dans ce crucial week-end des 3 et 4 mars 1984 : « Les membres de ce syndicat sont à la croisée des chemins et ce n'est pas facile de décider quelle voie choisir. » Si l'on regarde a posteriori toute cette montée de la grève, il semble que la direction du NUM, prise à son propre jeu des années passées, ait compris qu'il était entraîné dans un mouvement inexorable. Il avait cru pouvoir trouver dans la grève des heures supplémentaires une porte de sortie pour éviter le grand affrontement engagé dans les pires conditions possibles. Il se retrouve devant le même dilemme, mais le dos au mur. Dans toute cette période, jusqu'au début de mars 84, c'est la confusion la plus totale qui prévaut : d'un côté une base laissée à elle-même pour répondre avec ses propres moyens aux situations locales créées par le mouvement national, de l'autre le désarroi caché des dirigeants. C'est un mélange explosif qui peut détoner avec n'importe quelle initiative prise n'importe où.

### ● C'est Cortonwood qui va être l'étincelle

Baucoup a été écrit sur la « provocation » que constituerait l'annonce de la fermeture imminente de ce puits : certains y ont vu une décision politique qui visait à isoler les mineurs du Yorkshire. Pourtant, n'importe quel fait aurait sans doute provoqué la même chose. Un mineur en faction à Alamo, la cabane des

piquets à l'entrée du puits, résume bien la situation : « En fermant Cortonwood, je pense que le NCB savait qu'il provoquerait une grève, mais je ne pense pas qu'ils espéraient qu'il y aurait une telle escalade. Je pense qu'ils le faisaient intentionnellement pour provoquer une grève qui mettrait un terme à la grève des heures supplémentaires et tout était bien prêt pour ça. » Il ajoute, bien lucide sur la situation : « Ils veulent notre peau et feront tout pour ça. Je veux dire que le gouvernement ne se souciera guère de ce que ça coûtera... »

Il est difficile de dire pourquoi Cortonwood fut choisi, à ce moment et par qui. Jack Taylor, président du NUM du Yorkshire, dira : « Hayes (directeur du NCB du Yorkshire) a décidé de lui-même et puis en a référé à Londres. Ses termes de référence étaient économiques. Le NCB lui imposait de sortir le charbon à moins de 26 livres la tonne... Il devait suivre cette ligne et réduire la capacité de son secteur de 500.000 tonnes ; il avait eu dans la 3ème semaine de février une discussion avec la direction du NCB sur les possibilités et les moyens d'atteindre ces objectifs. » Hayes devait déclarer lui-même : « J'ai sélectionné Cortonwood parce que c'était un puits sans avenir, même pas parce que c'était à ce moment le moins profitable ; il l'était plus que d'autres. » Peut-être ce qu'ils ne disaient pas, c'est que Cortonwood avait peut-être aussi été choisi parce que c'était un puits sans aucune réputation de militantisme, pas du tout contrôlé par la « gauche » et qui avait constamment refusé la grève dans tous les votes nationaux. Si on peut parler d'erreur dans un événement qui aurait pu aussi être n'importe quel autre, on pourrait dire que ce fut là leur erreur : ce ne sont pas les moins militants qui se plient le plus facilement aux diktats de la direction ; au contraire, ce sont eux qui réagiront le plus violemment et de façon la plus imprévisible aux atteintes intolérables contre ce qu'ils pouvaient considérer comme leur vie tranquille et sûre.

Dans *Digging Deeper*, Huw Beynon développe l'idée d'une stratégie à long terme qu'aurait pratiquée le NCB : agressif en Ecosse avec 6 puits sur 15 fermés en 13 mois, le Pays de Galles démoralisé par l'échec de sa tentative de grève nationale et portant le fer au cœur du Yorkshire. D'autres parlent de la stratégie de Scargill qui penserait à ce moment que la grève des heures supplémentaires va se poursuivre jusqu'à l'automne, réduire les

stocks et qu'alors il pourra pousser l'offensive. D'où la contre-stratégie de Mac Gregor : déclencher la grève tout de suite. Il aurait obtenu le feu vert du gouvernement pour amorcer le 6 mars le plan de fermeture. Mais la perspective d'un conflit était envisagée pour beaucoup plus tard. Ces dirigeants pensaient tous à une grève rapide, décisive et peu coûteuse.

Peu important finalement les intentions. L'annonce de la fermeture de Cortonwood fut faite le jeudi 1<sup>er</sup> mars 84 à la réunion trimestrielle de travail entre le NUM et le NCB pour le Yorkshire à Wath upon Dearne. Le 2 mars, la même annonce est faite pour le puits Bullcliffe Wood près de Barnsley. 3 jours plus tard, le dimanche 4 mars, 500 mineurs de Cortonwood écoutent dans la salle de la paroisse le secrétaire de la section NUM du puits leur dire que le puits sera fermé. Dans cinq semaines. Quelque temps auparavant, on leur avait dit qu'ils en avaient pour cinq ans. Immédiatement, ils décident de se mettre en grève et d'appeler le comité NUM du Sud Yorkshire à lancer la grève dans la région. La colère est d'autant plus grande que, dans les mois qui ont précédé, de nouveaux chantiers ont été ouverts dans la mine, des bains douches neufs ont été installés et certains mineurs ont été transférés de puits voisins en passe de fermeture, parfois depuis moins de 15 jours. Ce sont des détails auxquels s'accrochent l'angoisse et la révolte : « Nous nous sentions totalement rejetés, nous nous sentions comme des objets usagés... La perte de la communauté si soudainement était une catastrophe » dira avec amertume un mineur du puits. Suzan Bradshaw, femme d'un mineur de Brampton, village minier dont toute la vie dépend de Cortonwood, se souvient : « Ce fut comme une onde de choc à travers tout le village... Les gens étaient réellement désespérés car ils savaient qu'ils ne pouvaient absolument rien espérer. »

Au début de la semaine du 5 mars, près de 9.000 mineurs des puits voisins de Cortonwood sont en grève. L'Ecosse, où déjà plusieurs puits sont en grève (Bogside et Polmaise), se précipite aussi dans le mouvement. Le comité exécutif du Yorkshire se réunit le lundi 5 mars à Barnsley où ont convergé 500 mineurs et décide, après 4 heures de palabres, de reconnaître les grèves ; en se référant au vote de 1981, le CE appelle à la grève dans le Yorkshire, mais seulement à dater de la dernière équipe du vendredi 9 mars — en fait à dater du lundi 12 mars. Pourtant, dès le lundi 5,

la plupart des puits du Yorkshire sont arrêtés soit parce qu'ils ont voté pour la grève durant le week-end, soit parce qu'ils ont été stoppés par les piquets. L'exemple le plus significatif est celui du puits Manton. Le 1<sup>er</sup> mars, 1250 mineurs refusent unanimement de soutenir une proposition du NUM d'une grève générale. Le 5 mars, 200 piquets se pressent à l'entrée du puits et personne ne descend. Le mardi 6 mars, à un conseil national consultatif, le NCB explique qu'il cherche à fermer 20 puits et à supprimer 20.000 postes dont 1/3 dans le Nord-Est dans les 12 prochains mois (4 millions de tonnes de capacité de production). A son tour, le comité exécutif d'Ecosse couvre la grève déjà déclenchée dans les puits de la région.

Deux jours après l'annonce du plan de fermeture, le NCB dévoile une augmentation considérable des indemnités de départ qui peuvent atteindre, après 30 ans de mine, 33.262 livres (400.000 F), ce qui est approuvé par le gouvernement le 29 mars 1984 dans le Redundancy Mineworkers and Concessionary Coal Order. L'offre en question produit un effet inverse à celui qui est escompté. Les mineurs voient bien que cela ne résoudra pas leurs problèmes mais il l'interprètent comme une faiblesse du gouvernement : « S'ils nous offrent ça avant qu'on se mette en grève, qu'est-ce qu'ils nous donneront si on lutte? ». Alors qu'une banderole apparaît au front de l'entrée de Cortonwood « Nous disons à Arthur : on ne se rend pas », l'attitude du NUM reflète toujours l'indécision. Chacun sait que la grève ne peut s'engager dans de pires conditions : il y a 25 millions de tonnes de charbon sur le carreau des mines et autant dans les centrales. Mais en face de cette situation, les intérêts divergent profondément.

Le jeudi 8 mars, le comité exécutif national du NUM, par 22 votes contre 3, décide de couvrir les grèves du Yorkshire et d'Ecosse et déclare qu'il couvrira de même les grèves qui seront décidées aux autres échelons régionaux (référence à la règle 41 du règlement national). Le Durham et le Kent appellent à leur tour à la grève le 9 mars alors que le NUM du Pays de Galles (Sud) veut un vote régional avant de décider. L'appareil, avec réticence, semble donner le mot d'ordre de grève, situation qui arrangera à la fois les dirigeants du NUM tout comme le NCB et le gouvernement ; chacun à sa manière avait intérêt à laisser accréditer cette version d'une grève lancée par le NUM au début du conflit.

Pourtant, c'est Jack Collins, leader du NUM du Kent qui déclarera à ce moment : « La lutte vient de la base, pas de la direction ». Et c'était la réalité.

Le samedi 10 mars, à Easington dans le comté de Durham, au Nord-Est près de Newcastle, les 1000 mineurs se posent la même question que dans beaucoup d'autres puits, particulièrement dans les régions marginales : quand viendra leur tour ? Le secrétaire de la section leur propose de faire la grève à l'appui du comité exécutif et du conseil de délégués. La discussion dure deux heures pour savoir s'ils doivent se mettre en grève ou attendre un vote national. Ils décident de commencer la grève tout de suite tout en demandant aux responsables de tenter d'obtenir de la direction du NUM un vote national. Dès la nuit suivante, les piquets sont en place devant le puits.

## VII — LES MINEURS PASSENT A L'OFFENSIVE

### ● Des appareils pris au dépourvu

La rapidité de la réponse des mineurs surprit à la fois l'appareil syndical et l'appareil répressif. Aucun d'eux n'avaient pris les précautions nécessaires à un affrontement aussi immédiat et aussi massif. Cela ne manquera pas d'avoir des conséquences importantes. Du côté syndical, avant même de chercher à organiser les piquets, le comité national exécutif, dans la soirée du 8 mars, tient une réunion secrète pour donner à chaque région des consignes pour mettre l'argent en sécurité : s'il le fait ainsi in extremis, cela signifie deux choses : d'abord qu'il sait que la force du mouvement va le pousser sur un terrain illégal et qu'il lui sera extrêmement difficile d'échapper à des sanctions financières, ensuite qu'il n'avait pas prévu cette évolution brutale sans quoi il ne prendrait pas ces mesures ainsi en catastrophe. La décision elle-même reflète combien la bureaucratie est méfiante de sa propre base : les banques étrangères sont choisies comme refuge des fonds syndicaux comme n'importe quel capitaliste en mal d'évasion. Personne ne pense un moment à distribuer ou confier cet argent aux mineurs eux-mêmes : rien ne peut mieux marquer, à l'entrée de la grève, l'abîme entre les préoccupations des mineurs et celles des bureaucrates.

Les mineurs, eux, pensent aussitôt à l'efficacité de leur grève et organisent les piquets. Tôt le matin des 12 et 13 mars, des centaines de mineurs traversent la frontière du Yorkshire pour piqueter et faire fermer les puits du Nottinghamshire tout proche. Bien sûr, quelques responsables syndicaux de puits sont associés à ce mouvement de base. Plus tard, le comité exécutif du NUM déclarera que cela avait été une grave erreur de laisser les piquets s'élaner ainsi en masse pour fermer les puits dans toute la Grande-Bretagne. Cela aurait précipité la grève dans une impasse. La conséquence en aurait été l'impossibilité de faire entrer les mineurs du Nottinghamshire dans la grève. Le gouvernement n'avait pas non plus prévu une telle évolution. Lorsque

les piquets envahirent le Nottinghamshire, il ne put mobiliser qu'un millier de policiers de la police locale. Il faudra attendre quelques jours pour que des deux côtés, gouvernement et syndicat, les forces de répression se mettent en place.

Un commentateur écrira, le 14 mars : « De beaucoup de façons, les responsables du NUM du Yorkshire ont succombé à la pression de la base et ont été contraints de laisser monter la tension. Les piquets volants communiquant par CB se sont montrés parfaitement mobiles, infatigables, peu soucieux de s'en laisser compter. »

### ● L'extension de la grève dans les mines

La position officielle de l'exécutif NUM du Yorkshire était de garder l'activité des piquets sous un strict contrôle ; lors d'une réunion à Barnsley le 9 mars, le CE régional du NUM avait décidé de limiter à 6 le nombre des piquets : il prétendait leur interdire de sortir du Yorkshire ; il leur était ordonné de rester constamment en liaison avec le centre de contrôle qui, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, devait leur assigner des tâches précises. Cette position découlait de la manière dont la bureaucratie voyait l'extension possible de la grève à ce moment : c'étaient les appareils régionaux qui devaient fixer la méthode à suivre ; le Yorkshire ou l'Ecosse se trouvaient devant une grève sauvage ; le NUM de ces régions n'avait pu faire autre chose que de couvrir la grève ; donc pas besoin de vote ; pour le Nottinghamshire ou le Pays de Galles, comme pour d'autres régions moins importantes, un vote régional paraissait la seule possibilité d'extension ; il n'est pas sûr d'ailleurs que les autres NUM régionaux ou le NUM national, si respectueux à ce moment des « indépendances » régionales, n'y voyaient pas aussi une porte de sortie pour prévenir une grève nationale engagée sous de mauvais auspices.

La stratégie spontanée des mineurs du Yorkshire était à l'opposé de la position bureaucratique. L'extension de la grève n'était pas un mot d'ordre du NUM pris dans une politique dont on voyait mal les vraies motivations : c'était un acte de solidarité qui consistait, non pas à faire violence sur les autres mineurs, mais à essayer de les persuader, d'homme à homme, que la lutte

entamée spontanément était aussi leur lutte. Ce conflit fondamental entre deux stratégies, celle de la base et celle des appareils, évidente au tout début de la grève, va se distordre complètement et s'inverser en quelque sorte : l'intervention des appareils, celle de la police, les nécessités réciproques des propagandes, polariseront tout en deux camps violemment opposés, recouvrant des divergences profondes à l'intérieur de chacun d'eux. Le NUM du Yorkshire et le NUM national sembleront commander l'activité des piquets pour imposer « leur » grève, notamment au Nottinghamshire ; les mineurs de cette région ne verront plus dans les piquets qu'une tentative violente de leur imposer une voie dont ils ne veulent pas.

Plusieurs témoignages confirmeront l'hostilité de l'appareil du NUM envers les piquets spontanés. « Nous fûmes le premier secteur dans la région de Doncaster à partir piqueter dans le Nottinghamshire et nous allâmes à Harworth. Ce fut la seule fois où j'ai vu un officiel du syndicat dans un piquet. Ce bureaucrate de Done vint nous dire de retourner chez nous parce qu'il y avait un accord avec Chadburn (leader du NUM Notts) au sujet du vote et que nous ne devions envoyer qu'un piquet symbolique de 4 hommes. » Jim Tierney, du puits de Castlehill en Ecosse, rapporte des choses semblables : « Au meeting de vendredi, avant que la grève ne commence, on nous dit que le mieux à faire c'était de faire la grasse matinée lundi et de laisser les comités de puits déclencher la grève dans chaque puits. Heureusement on ne l'a pas écouté, mais c'est seulement mardi que tous les puits furent arrêtés. » (*Socialist Worker* 14/4/84). Au meeting de la section NUM de Houghton Main dans le Yorkshire, des centaines de mineurs sont volontaires pour les piquets : les officiels répondent qu'ils seront contactés si nécessaire. L'opposition de la bureaucratie à ces contacts de base va distordre l'action spontanée des piquets. Aussi bien les bureaucrates pour la grève que ceux contre la grève les feront passer pour des agents de la politique de la gauche du NUM.

Dans la plupart des régions minières, malgré cette obstruction des appareils, les piquets s'assurèrent que la grève était totale. L'exception notable était le Nottinghamshire. Pour les mineurs les plus militants du Yorkshire, il était tout naturel d'y aller, quelques centaines d'abord, à l'insu des dirigeants régionaux du

NUM. A Armthorpe, sur 1000 mineurs, 8 s'opposent à l'organisation immédiate de piquets. Un gréviste d'Armthorpe raconte comment, le 12 mars 1984, il piqueta le puits voisin de Harworth après s'être retrouvé avec d'autres de Rossington et de Hathfield. (Autour de Doncaster, à quelques kilomètres de distance, les puits peuvent être dans le Yorkshire ou dans le Nottinghamshire) : « Nous étions 250. Nous avons essayé d'arrêter l'équipe du matin, mais les responsables syndicaux du puits ont encouragé les mineurs à traverser le piquet. Pour l'équipe de l'après-midi, nous avons discuté avec responsables et mineurs de la fermeture, de la solidarité, de la lutte pour l'emploi. Une bonne partie de l'équipe n'entra pas. Les responsables du puits téléphonèrent alors aux responsables régionaux NUM du Nottinghamshire à Mansfield, qui à leur tour contactèrent leurs homologues du Yorkshire à Barnsley. Ces derniers envoyèrent un des leurs, Frank Cave, avec ordre de renvoyer les piquets chez eux ; il leur fit un sermon : "La seule façon de gagner est dans la discipline... Je veux que vous soyez organisés pour revenir ensuite bien disciplinés..." "Nous nous occupons nous-mêmes des piquets" fut la seule réponse qu'il obtint et il dut s'en retourner. »

Le soir même, l'exécutif du Yorkshire convoqua un meeting extraordinaire des mineurs d'Armthorpe. L'action autonome des mineurs détruisait l'accord passé entre les bureaucraties NUM des deux régions qui prévoyait qu'il n'y aurait pas de piquets dans le Nottinghamshire avant le 16 mars, date du vote organisé dans cette région pour ou contre la grève. Un autre responsable du Yorkshire, Thomson, essaya, en vain, de dissuader les piquets. Rien n'y fit, ils retournèrent le lendemain à Harworth et à un puits voisin, Bevercoates. Un journaliste du *Guardian* décrit ainsi le piquet de Harworth dans la nuit du 12 au 13 : « Les piquets submergèrent la police à l'extérieur du puits et empêchèrent l'entrée de l'équipe de nuit bien qu'il y eut bien peu de signes de violence physique. » De tels piquets volants venus de toutes les régions minières, principalement du Yorkshire, se répandirent ainsi dans tout le Nottinghamshire.

Les dirigeants du NUM devaient plus tard avouer leur impuissance. Le Comité exécutif national (NEC) du NUM constatait le 8 mars, alors qu'il était contraint de couvrir la grève, qu'il ne pouvait rien faire d'autre : « Le NCB a adopté une attitude provo-

cante qui a conduit rapidement à une détérioration de la situation dans les bassins d'où a surgi une action spontanée irrépensible. » Ken Capstick, délégué NUM au superpuits de Selby, déclarera à la fin de la grève : « Je ne pense pas qu'il était dans l'intérêt des leaders du Yorkshire d'envoyer des piquets de masse dans le Nottinghamshire de sitôt. Ce qui arriva fut qu'immédiatement ce fut la ruée dans le Nottinghamshire ; nous ne pûmes renverser la situation alors qu'il était évident que les piquets de masse ne pouvaient réussir... »

Il y a dans ces déclarations des aveux d'une impuissance qui a effectivement pesé lourd dans le début de la grève, mais aussi l'aveu implicite qu'on ne veut pas qu'ils réussissent. Le NUM n'avait pas le contrôle de « ses troupes » : cela signifiait que la police devait monter en première ligne. Les bureaucraties régionales devaient « suivre le mouvement », mais dans des voies opposées : celle du Yorkshire dans des tentatives de manipulation des piquets pour les plier à sa politique ; celle du Nottinghamshire dans d'autres manipulations pour louvoyer devant la méfiance des mineurs de ce qu'ils croyaient être la dictature du NUM. Ces conséquences vont encore plus élargir le fossé entre les deux régions minières.

Le 12 mars, Jack Yaylor, président NUM du Yorkshire, expliquera encore : « Nous devons mener notre campagne de la même manière organisée et disciplinée dont nous avons conduit la lutte jusqu'à maintenant. » On ne sait pas, vu la situation extrêmement confuse pour le NUM, si c'est de l'humour involontaire ; mais ce qui est sûr, c'est que le jour suivant, le 13 mars, la commission exécutive du NUM Yorkshire change apparemment d'avis quand elle voit qu'elle ne peut pas faire autrement : c'est alors qu'elle charge son centre de contrôle de « prendre en mains » l'organisation des piquets, faisant ainsi basculer la grève dans la division de deux camps ennemis.

Le mardi 13 et le mercredi 14 mars, les piquets n'étaient encore que de petits groupes. Sur les 25 puits du Nottinghamshire, 19 étaient contrôlés par des piquets dont le nombre variait de 5 à 120. Pourtant, ces piquets symboliques avaient réussi à arrêter les équipes de l'après-midi dans 9 puits alors que les autres connaissaient de nombreuses défections. Ce n'était pas à ce moment

l'invasion dont on a parlé mais pourtant, l'extension de la grève paraissait en bonne voie.

Le gouvernement avait espéré que la grève serait peu suivie et s'effondrerait rapidement ; il devait maintenant faire face à une toute autre situation. Des régions qui, comme le Pays de Galles (sud), avaient voté contre la grève, étaient fermes et unanimes dans la grève. 28 puits sur 180 avaient refusé la grève ; mais en quelques heures, l'intervention des piquets retournait la situation et le NUM Pays de Galles devait se réunir d'urgence pour « organiser la grève ». Sauf dans le Notts, la grève menaçait d'être totale et les piquets commençaient à se déplacer vers d'autres secteurs industriels : les transports, les dépôts, les ports et les industries utilisatrices (centrales et aciéries). Pour le gouvernement, il était capital d'éviter que le mouvement ne fasse tache d'huile et ne provoque une crise sociale et politique. Il n'avait, pour le moment, le choix ni du terrain, ni des moyens. En ce début de mars, il lui fallait profiter de la situation ouverte dans le Nottinghamshire. Ceux qu'il fallait stopper à tout prix c'étaient les piquets venus d'ailleurs, pour garantir la « liberté du travail ». Il fallait développer une action offensive pour garder cet îlot important, hors de la grève, dans une tactique orientée vers la reprise du travail et l'écroulement de la grève.

Les leaders NUM du Nottinghamshire prirent comme prétexte l'action en justice intentée par le NCB contre le NUM du Yorkshire à propos des piquets secondaires pour dénoncer ces piquets et interdire aux mineurs du Notts de se joindre à ces piquets tant que le vote sur la grève n'aurait pas eu lieu. Parallèlement, la police reçut de nouvelles instructions tandis que les médias commençaient à se déchaîner dans une hystérie anti-piquets.

Un mineur décrira le changement intervenu dans l'action de la police. Au début, avec la police locale, ce sont encore les relations du passé ; après, avec la police anti-émeute, ce sera la bataille de classe d'aujourd'hui : « Nous sommes venus là pacifiquement pour persuader nos camarades de ne pas aller travailler. Bien, nous a dit le chef de la police locale, prenez six hommes et j'arrêterai tout ce qui arrivera au puits pour que vous puissiez discuter avec eux. On a fait exactement cela. Seulement trois

hommes entrèrent travailler cette nuit là. Avec l'équipe du matin, il en a été de même. Ensuite, un minicar de la police anti-émeute s'est amené, puis un autre et encore un autre. Jamais je n'avais vu une telle provocation. Ce fut le commencement de tout parce que nous réussissions à étendre le mouvement. Bientôt ce fut comme si tout le bassin du Nottinghamshire était submergé par la police. » Cette offensive policière d'une part et syndicale de l'autre sur ces piquets sauvages va accroître le nombre et la pression des piquets, mais conduire les non-grévistes à rejeter encore plus ce qui est présenté comme une « intervention extérieure ». La violence de classe va s'amplifier.

### ● La répression se met en place

Dès le commencement de la grève, deux comités spéciaux furent constitués à l'échelon gouvernemental. Un comité interministériel de hauts fonctionnaires, présidé par Peter Walker, se réunissait chaque jour avec des représentants du NCB pour s'assurer qu'aucune interruption n'intervenait dans la production d'énergie. Ce comité reportait deux fois par semaine à un cabinet ministériel restreint, le MISC 101. Chaque semaine, il était établi une projection des possibilités pour 4, 8, et 12 semaines, en utilisant toutes les formes d'énergie disponibles et toutes les possibilités de transport. La stratégie anti-grève était fixée en conséquence. Parallèlement, s'organisait l'action de la police. Là aussi, la centralisation du système ne datait pas d'hier. On n'avait qu'à utiliser ce qui s'était construit au cours des années et des gouvernements divers. En 1972, le gouvernement Heath avait établi un National Reporting Centre (NRC) dirigé par le président de l'association des officiers de police (ACPO). Ce centre n'était pas permanent et n'était mis en activité que lorsque la situation le requerrait : en 1974 contre les mineurs, en 1980-81 lors de la grève des gardiens de prison, lors des émeutes de l'été 81. Dans la même période, on a développé une National Riot Force spécialement entraînée et équipée, formée de Police Support Units, réparties dans chaque comté et pouvant être mobilisée rapidement suivant les besoins sur tel ou tel point du territoire.

Comme toujours lorsque le capital se sent menacé, il peut, délibérément, même sans enfreindre ses propres lois, simplement

en leur donnant une interprétation extensive, transformer son appareil répressif en un instrument totalitaire redoutable. Tout un ensemble de mesures convergèrent vers ce but :

— les prisons furent dégoûtées par la libération anticipée de délinquants légers pour faire la place aux mineurs, ce qui signifiait que le délit dangereux devenait le délit de grève contre l'organisation de la société, et non plus comme en période « normale », le délit contre la propriété.

— le 18 mars 84, les unités spéciales de police occupent les camps de l'armée dans le Nottinghamshire et le Lincolnshire ; des unités spéciales de l'armée (police de l'air, parachutistes, ou de simples militaires) sont transférés dans ces camps en uniforme de policiers.

— un contrôle spécial est établi dans les grandes villes car le gouvernement craint une répétition de l'été 81 : un officier de police déclarera que des groupes d'intervention rapide avaient dû, au cours de l'été 84, effectuer plus de 50 sorties pour désamorcer des mini-émeutes. La hantise des milieux dirigeants était les coupures de courant qui auraient provoqué des pillages difficiles à endiguer (comme dans l'hiver 74-75 lors de la grève des mineurs ou bien lors de la grande panne de New York). Ils avaient raison car, dans les ghettos des villes, bon nombre « d'incontrôlés » n'attendaient que ce moment.

— tous les moyens légaux et illégaux furent mis en œuvre pour un contrôle de plus en plus strict et l'obtention de renseignements en vue de ce contrôle. A l'arsenal habituel, l'emploi de mouchards et d'agents provocateurs, s'ajouta l'écoute téléphonique systématique et le contrôle des correspondances, la mise en fichier-ordinateur de toutes les voitures des mineurs, l'utilisation de caméras (le NCB en fit même installer devant les puits pour reconnaître les plus actifs ; pas étonnant que les commandos, beaucoup plus tard, agissent masqués et attaquent les salles de commande des TV dans les bureaux des puits), le refoulement ou l'arrestation systématiques.

— tout devenait un délit ; comme on l'écrira : « Crier "jaune" devenait menace, mettre un pied dans la rue, refus d'obtempérer, et la seule présence dans un piquet, cause de désordre ».

Bien sûr, cela n'avait de sens que complété par l'intervention de l'appareil judiciaire. Des tribunaux spéciaux à un seul juge furent installés dans les régions minières avec mission d'éliminer le plus

possible de la lutte ceux qui étaient ainsi arrêtés et jugés les plus actifs. Plus de 10 000 mineurs passeront par leurs mains, frappés d'abord d'interdiction de séjour tellement stricte que cela aboutissait à la « prison à domicile », ensuite de peines diverses dont la gravité ira croissante à mesure que se développera la violence et qu'un glissement apparaîtra dans la caractérisation des délits parfois transformés en crimes. En réaction, toute une campagne de vertueuse indignation se développera autour du thème de l'indépendance de la police et de la justice comme si leur fonction n'était pas la protection à *tout prix* de l'ordre capitaliste : la grève des mineurs fera voler en éclats ce mythe particulier, comme bien d'autres.

Pour couronner cet édifice répressif, l'utilisation des médias contribuera non seulement à accréditer et à répandre les faits sélectionnés et orientés, mais surtout à développer à chaque moment les orientations dans la tactique des dirigeants. Aussi bien du côté du gouvernement que de l'opposition et du NUM ou des TUC. Tous sont rompus à ces exercices et ils ne se priveront pas de ces batailles autour de la grève. La presse tiendra bien sa place, mais la télévision prendra toute sa dimension avec tous ses côtés positifs et ses ambiguïtés. Mac Gregor aura rapidement trois conseillers particuliers venus des allées du gouvernement Thatcher : un chef de l'agence de publicité qui vend le parti conservateur, le chef d'une agence de presse qui s'occupera des comités de jaunes, le responsable d'un institut de sondage. Symbole de l'importance prise par la domination réelle du capital dans la totalité de la vie du travailleur.

A part les sorties de Scargill qui, depuis longtemps, en bureaucrate moderne, avait construit une bonne part de sa popularité par des apparitions à l'écran, à part l'intervention des « sections » syndicales (chapelles) des grands journaux de Fleet Street contre le contenu outrancier et mensonger de « leurs » journaux, il n'y eut guère de contrepoids à la puissance des médias. Il est juste de dire que l'essentiel du conflit se situait ailleurs, décidé par les réactions de classe ; mais la conscience que les mineurs avaient de l'importance de leur lutte leur faisait privilégier cette source d'information. Leur lutte les amenait ainsi à approfondir leur connaissance du système et sa compréhension, simplement par ce qu'ils en voyaient rapporté et commenté.

C'est un ensemble cohérent de mesures — une stratégie globale —, pour un contrôle social total, qui se met en place. La grève des mineurs en prouvera à la fois la validité et l'efficacité ; il plonge ses ramifications dans la police, l'armée, l'appareil judiciaire, les syndicats, les partis politiques et les médias..., toutes les structures de domination du capital. Il ne s'agit plus de contrôler des individus « asociaux », ou des émeutes localisées, mais la totalité de la lutte de classe jusqu'à ses dernières ramifications dans le quotidien, là où, en fait, elle puise sa force, au niveau où se situe l'emprise du capital sur le travailleur dans le travail et dans la vie. L'ampleur de ce mouvement répressif est à la mesure du développement du mouvement de la lutte de classe. Dans sa marche en avant, le capital transforme ses techniques de production et de domination pour tenter de valoriser de plus en plus à son profit la marchandise force de travail ; la lutte de classe doit s'étendre aussi de plus en plus dans tous les domaines de l'exploitation et de la vie. Et la répression doit la suivre sur ce terrain, de plus en plus totalitaire.

### ● Ollerton

Le mercredi matin 14 mars, 120 piquets du Yorkshire sont devant les portes du puits d'Ollerton. C'est un des grands puits au Nord du Nottinghamshire ; les autres puits voisins ont déjà été fermés par les piquets. Il est important pour le NCB et le gouvernement que ce puits ne « tombe » pas. La police spéciale est en nombre, bien décidée à empêcher les piquets de discuter avec les mineurs du puits. Pourtant, malgré ce cloisonnement seulement 12 mineurs de l'équipe du matin entrent. La confusion commence avec l'équipe de l'après-midi en raison des manœuvres du secrétaire de la section NUM du puits qui réussit à faire voter au pied levé cette équipe contre la grève ; pourtant, malgré ce vote, la majorité des mineurs de l'équipe ne franchit pas le piquet. La confusion s'accroît encore le soir avec des accrochages avec la police et entre grévistes et non grévistes. Personne ne saura jamais qui lance la brique qui tue David Jones. La nouvelle propagée par CB se répand partout, et dans l'heure qui suit 600 à 1000 mineurs commencent à affluer sur Ollerton dans la nuit. Ce qu'est la fureur des piquets à la suite de ce meurtre, on peut l'imaginer. Scargill et Taylor, réveillés dans la nuit, viennent en

hâte sur place pour ramener le calme. Scargill disperse les piquets après leur avoir fait observer deux minutes de silence en communion avec les flics. Un accord vient d'être conclu avec le manager du puits : la mine sera fermée jusqu'à la fin du vote régional. Plus d'une centaine de mineurs vont alors attaquer les flics qui gardent l'entrée du puits voisin de Thoresby.

La mort de David Jones signifiait qu'il serait difficile tant pour le syndicat que pour la police de contrôler les piquets. Le syndicat pouvait le tenter pour un temps en limitant le nombre et en choisissant leurs objectifs. Pour le nombre, bien que de nombreux mineurs aient donné leur nom pour participer aux piquets, ils n'étaient ni encouragés, ni même contactés pour y prendre part ; le NUM du Yorkshire, tout comme celui des autres régions, ne voulait pas risquer de perdre le contrôle de groupes *trop nombreux, et ne voulait ni dépenser trop d'argent, ni risquer l'application de la loi sur les piquets*. Pour les objectifs, les directions respectives des deux régions trouvèrent un échappatoire : elles conclurent un accord le 15 mars par lequel les mineurs du Nottinghamshire seraient appelés à faire grève du 15 au 19 mars, dans la période au cours de laquelle se déroulerait un vote sur la grève.

Ce répit permettrait :

- de débrancher l'activité autonome des piquets qui devenaient inutiles pendant quelques jours. Les bureaucrates étendaient la leçon d'Ollerton.
- d'assurer leur reprise en main en mettant en place leur « organisation » ;
- aux forces de police de se mobiliser ; plus de 8000 flics cantonnèrent dans les camps militaires, prêts à intervenir rapidement partout où ce serait nécessaire.
- d'engager une violente campagne de presse contre ce que le ministre de l'intérieur définira comme « la loi de la populace ». Dans une déclaration à la Chambre des Communes, l'Attorney General confirma les pouvoirs donnés à la police de stopper tout véhicule sur un simple soupçon et de le renvoyer d'où il venait. Les piquets devaient être plus que symboliques, il leur était interdit de stopper les véhicules, de discuter pour tenter de persuader.

Le samedi 17 mars, on sut que seulement 26 % des mineurs du Nottinghamshire soutenaient la grève et que ce soutien était hésitant dans quelques régions minières limitrophes. De toutes les grandes régions minières, c'était la seule à refuser la grève. Le dimanche, la police était partout dans une sorte d'état de siège à l'intérieur du comté.

### ● La bataille pour le Nottinghamshire

Le lundi 19, conformément au vote, la reprise du travail avait été ordonnée dans la région ; une minorité restait pourtant en grève et les mineurs du Yorkshire n'avaient pas renoncé à tenter de stopper les mines de cette région rebelle. Mais ce lundi, toutes les routes à la frontière du Yorkshire étaient barrées par la police qui refoulait impitoyablement les piquets. Le NCB avait obtenu le 14 mars une injonction contre le NUM du Yorkshire lui ordonnant de ne plus envoyer de piquets dans les autres régions. Le NUM régional était dans l'impossibilité d'optempérer : il ne pouvait pas désavouer les piquets dont il avait alors perdu le contrôle. Les piquets n'avaient pas cessé ; le NCB avait engagé des poursuites contre le NUM pour son « soutien aux piquets » et une première interdiction avait été prononcée. La suite logique de la procédure était la condamnation du NUM à de lourdes amendes. Mais sur instructions directes du gouvernement, le NCB dut suspendre ces poursuites ; elles ne furent jamais reprises au cours de la grève.

Cela paraissait un choix politique. Le gouvernement optait pour l'affrontement direct de classe : police contre mineurs. Le clan dur des conservateurs lui reprochera véhémentement « d'affaiblir l'autorité de la justice qui voyait ses décisions ainsi bafouées ». L'opinion commune était que le gouvernement avait choisi cette voie parce qu'il craignait qu'une action contre le syndicat ne mine sa tactique basée sur les mineurs du Nottinghamshire ; ceux-ci pouvaient entrer en grève pour la défense du NUM, détruisant ainsi l'espoir de terminer la grève avec un vote national des mineurs. Ce n'était en réalité pas un choix ; c'était la seule solution possible imposée par la détermination des mineurs, par la lutte de classe. La condamnation du syndicat n'aurait rien changé. Le gouvernement risquait de se retrouver dans une

situation semblable à celle de Heath avec les dockers en 1972. Il était plus prudent de laisser les lois nouvelles au placard. Il ne restait qu'une seule voie : l'action de la police et de la justice au nom du maintien de l'ordre. Cette attitude ne pouvait que rendre les affrontements plus violents. Le chef du centre national de la police (NRC) pourra déclarer : « Nous sommes déterminés à faire que les piquets de masse ne soient plus permis » : cela mettra près d'une année à se réaliser.

Malgré le blocage des routes, malgré la diversion du NUM du Yorkshire sur des objectifs secondaires, des piquets vont quand même retourner dans le Nottinghamshire ce lundi 19 mars. Plus d'un quart des mineurs n'y travaillent pas malgré un énorme déploiement de police. Des deux côtés, les adversaires s'emparaient à être plus efficaces. Des commandos de grévistes s'en allaient briser les fenêtres ou saccager les voitures des non grévistes. Les barrages routiers de la police arrêtaient de plus en plus de voitures. La frustration devenait d'autant plus grande que provocations, traquenards, arrestations sans motifs, devenaient pratique courante. Des tactiques de remplacement surgirent : aller faire le siège du QG du NCB à Doncaster, bloquer l'auto-route M1 à la manière des routiers français.

Cette action sauvage qui déplaçait la lutte sur un terrain plus général fut rapidement réprimée :

— par le NUM qui la désavoua et refusa de soutenir les mineurs qui seraient victimes de la rapide riposte de la police (Jack Taylor déclara que le NUM n'avait jamais autorisé ces « piquets d'autoroute »)

— par la police qui menaça de saisir les voitures et commença à mettre tous les véhicules des mineurs sur l'ordinateur des voitures volées.

Les mineurs ne pouvaient se passer de voitures pour les piquets volants. Ils durent renoncer à cette tactique (il leur fallait protéger l'outil de grève). La véritable réponse fut de faire ce que les flics faisaient : cantonner dans le Nottinghamshire, en se faisant héberger chez les familles de grévistes. La réplique vint aussitôt sous la forme d'une campagne d'intimidation, de violence et d'arrestations. Les arrestations de masse conduisaient droit au juge qui, avant toute chose, imposait des interdictions de séjour. Des mineurs du Kent ou du Pays de Galles étaient

assignés à résidence dans leur village et ne pouvaient en sortir. Un mineur du Yorkshire se vit imposer un couvre feu personnel avec l'obligation d'aller pointer chaque jour au commissariat. C'était un moyen sûr pour éliminer les éléments les plus actifs de la grève et pour intimider les autres. Enfreindre ces ordres du juge entraînait la prison, même si le délit d'origine n'était puni que d'une légère peine d'amende. Bien que supposées « organiser les piquets », la plupart des bureaucraties régionales ne manifestaient aucune ardeur à s'en occuper sérieusement. Ce changement de tactique dans l'action de la police correspondait à l'impuissance du NUM à contrôler les piquets ; il coïncidait aussi avec l'échec des premiers pourparlers NUM-NCB.

Le 27 mars, le même Jack Taylor, annonçant que 100.000 livres avaient déjà été dépensées pour les piquets (plus de 1 million de F.) ajoutait : « La grève nous a coûté beaucoup d'argent et nous surveillons attentivement notre position financière ». Pourtant le Yorkshire disposait d'un fonds de 8 millions de livres (100 millions de F.) : dans le choix entre le maintien de l'appareil et le soutien de la grève, la survie du syndicat (et de la place des bureaucrates) passait avant l'échec de la grève.

Un membre du comité de la section du puits de South Kirkby se plaindra amèrement : « Ils bloquent le développement des piquets en rationnant l'essence pour les voitures. Des centaines de gars qui voudraient participer aux piquets ne peuvent le faire parce qu'ils sont à court d'argent. Il va falloir que nous collections nos propres fonds. Ce qu'il nous faut, ce sont des comités de base dans chaque puits. C'est la seule façon de surmonter le sentiment d'être laissés sans leaders ».

A ce moment, 123 puits sur 174 dans toute la Grande-Bretagne sont arrêtés totalement ; 38 seulement produisent du charbon. D'une manière très inégale, la grève et ses conséquences s'est étendue dans les ports avec le boycott des marins et des dockers, dans les chemins de fer avec le refus de conduire les trains charbonniers. Par contre, dans les centrales thermiques, les syndicats ont donné l'ordre à leurs adhérents de franchir les piquets. Le gouvernement et le NCB croient pourtant pouvoir parvenir à une reprise du travail en se servant du bloc d'une trentaine de puits protégés par la police. Tout va se concentrer autour de la question du vote national : les manœuvres

bureaucratiques pour tenter d'y parvenir font écho à d'autres manœuvres bureaucratiques pour tenter de l'éviter

### ● Démocratie et lutte de classe

Un tas de bonnes raisons ont été données pour expliquer pourquoi la majorité des mineurs du Nottinghamshire ont refusé la grève. On a évoqué leur bonus élevé, la dissolution des communautés dans le tissu industriel local, la tradition d'une bureaucratie de droite avec le souvenir d'un syndicat maison « spenceriste » créé au lendemain de la grève de 1926, la gestion paternaliste héritée des sociétés minières privées... etc.

La tradition n'explique rien : nombre de mineurs du Notts avaient été transférés récemment d'autres régions minières ; lors de l'élection du président du NUM, plus de 60 % d'entre eux avaient voté Scargill ; d'autres régions, le Nord Yorkshire, Barnsley, Selby avaient aussi des bonus élevés et la sécurité d'emploi. Les différences, lorsqu'on y regarde de près ne sont pas si grandes avec les régions minières proches pour expliquer que toute une région va refuser la grève. Il en est de même avec la question du vote régional d'abord, du vote national ensuite. On ne peut accuser les mineurs du Notts ou près de la moitié du comité national exécutif du NUM d'être des « jaunes » hostiles à la grève pour le simple fait qu'ils défendent la nécessité d'un vote national au début de la grève. Le vote était une pratique courante pour les mineurs. Dans les 15 années écoulées, ils avaient voté 10 fois dont 9 fois sur la grève. Deux fois seulement, en 1972 et 1974, avec une direction nationale de droite ils l'avaient acceptée. Dans tous les autres votes, avec une direction de gauche, ils l'avaient refusée. Lorsque le NUM national couvre la grève par région (règle 41) en renonçant au vote national (règle 43) cela signifie qu'il laisse à chaque région l'autonomie de sa décision. Un vote hostile à la grève signifie pour ceux qui l'ont émis qu'ils veulent rester en dehors du conflit ; c'est une situation fréquente dans des groupes industriels. L'exemple du Pays de Galles (Sud) votant contre la grève et se mettant deux jours après en grève totale — pas seulement par respect des piquets — montre qu'un vote peut exprimer tout autre chose qu'une volonté ou un refus de lutte — par exemple notamment la méfiance de l'appareil syndical au niveau régional ou national.

Les mineurs du Notts avaient bien accepté la décision de la conférence nationale donnant le mot d'ordre de grève jusqu'en mars 1985, alors qu'ils refusent le même mot d'ordre de grève donné dans les mêmes conditions sur la question des fermetures de puits tout en réclamant un vote national. L'explication peut se trouver dans une réflexion de Peter Heathfield : « Un vote sur les salaires est un vote dans lequel chacun participe à un même niveau parce que chacun est également concerné. Sur les questions d'emploi, c'est différent parce que les emplois sont en cause dans certaines régions et pas dans d'autres. ». Ce que Heathfield n'ajoutait pas, c'est que dans les régions où les emplois étaient en cause, la bureaucratie était plus disposée à soutenir la grève contre les fermetures que dans d'autres, simplement pour assurer sa survie. Avant même que la grève ne surgisse, cette question de vote divise la bureaucratie elle-même et les manœuvres pour ou contre ne peuvent que dérouter encore plus les mineurs et les renforcer dans leur méfiance des appareils.

Voter pendant le travail pour décider si oui ou non on va faire grève est une chose ; voter alors que la grève est effective à 80 % est tout autre chose, presque une absurdité pour ceux qui sont déjà en grève. Ce n'est pas une question d'arithmétique. C'est que la grève a fait basculer toutes les relations sociales dans un monde différent du monde du travail où la démocratie n'a plus du tout le même sens. Continuant de travailler, les mineurs du Notts voient cette démocratie en termes de démocratie bourgeoise et ils n'ont pas tort de leur point de vue. Pour les mineurs en grève, non seulement ils ne voient en aucune façon la nécessité de voter, mais ils voient que ce vote peut les déposséder de la grève, et affaiblir leur lutte qu'ils cherchent en cette période, par tous les moyens, à renforcer.

Etre pour le vote, c'est donc être contre leur grève, même si cette logique n'a pas de sens pour les mineurs du Notts qui s'accrochent à leur pratique démocratique sans voir le sens spécifique qu'elle a pris dans la logique inexorable du conflit de classe. L'hostilité au vote s'accroît d'autant que les mineurs du Notts trouvent, à leur insu, mais par l'effet de cette même logique objective, des supporters pour le vote national, non seulement dans leur propre bureaucratie syndicale, mais dans le gouvernement, le NCB, la police, les media, chez tous les ennemis de

classe qui, eux, comprennent bien qu'ils disposent là d'une arme contre la grève. Inévitablement, ceux qui travaillent, quelles que soient leurs intentions, deviennent des jaunes contre lesquels s'exerce toute la violence de classe : le fossé creusé par la situation objective devient un fossé réel qui s'approfondit à mesure que la grève se développe.

Face à cette évolution objective de la situation, le NUM national n'avait pas d'autre voie que d'être contre le vote national alors même que tous les sondages donnaient ce vote en faveur de la grève. Faire voter signifie s'exposer à la révolte des mineurs en grève contre l'appareil. La fraction des délégués à la NEC — près de la moitié — en faveur du vote l'apprendra à ses dépens. Cette fraction se réunit le 27 mars à Leicester pour tenter de promouvoir un vote national ; ils doivent se faire protéger par la police contre la colère des mineurs. Le 12 avril une réunion du NEC, par des manœuvres fait reporter la décision sur le vote à une conférence nationale le 19 avril. C'est avec un humour involontaire que la brochure « The Miners' case » du Labour Research Department écrit que cette conférence vota « par une majorité de 69 voix contre 54 de rendre la grève officielle et de la coordonner sur le plan national » en ajoutant qu'il était difficile « de voir comment il aurait pu en être autrement alors que 80 % des mineurs étaient déjà en grève » (ils l'étaient depuis presque deux mois). Le vote national n'aura jamais lieu bien que cette même conférence ait réduit la majorité nécessaire pour en décider, à 50 %.

La seule conséquence de ce vote de la conférence nationale, ce fut que la conférence des délégués NUM du Notts déclara le 20 avril la grève officielle dans le Notts. C'était finalement la seule région où le mot d'ordre de grève était lancé par le haut alors que partout ailleurs c'est la base qui avait forcé la main aux appareils régionaux. Après tous les atermoiements des deux mois écoulés, cette décision ne changea rien à la situation : les 2/3 des mineurs de la région qui travaillaient se sentaient de plus en plus forts de « leur bon droit » tandis que pour les grévistes ils étaient de plus en plus des jaunes relevant seulement du mépris et de la violence.

Le 27 avril, Scargill déclare devant les piquets d'Ollerton : « Il faut y aller plus fort ». Pourquoi se croit-il obligé de dire cela à ce

moment ? C'est que la tactique plus ou moins contrôlée par le syndicat, la répression violente, les manœuvres de la bureaucratie, l'impossibilité pour le NUM de jouer son rôle de médiateur dans les négociations avec le NCB, créent un sentiment d'impuissance, une grande frustration et une grande pression de la base qui cherche une voie différente. Quand l'appareil dit « il faut y aller plus fort », cela signifie : « Il faut que l'appareil se donne des atouts avec sa base pour ne pas venir à la table de négociations les mains vides. ». C'est donc des décisions pour renforcer son contrôle sur la grève que le NUM va prendre ; elles vont dans deux directions :

— vis-à-vis des mineurs qui travaillent ; les dirigeants du NUM du Nottinghamshire, dans la logique de leur décision de soutien à la grève, menacent de sanctions les délégués de puits qui encouragent les mineurs à traverser les piquets. C'est un aveu d'impuissance du NUM car, par l'application de la « closed shop », le NUM devrait pouvoir exclure tous ceux qui n'appliquent pas les décisions. Cette impuissance apparut immédiatement lorsqu'en réplique à cette menace de timides sanctions, 7000 mineurs non grévistes du Nottinghamshire manifestèrent à Mansfield devant le siège régional du syndicat qui dut être protégé par la police et par quelques centaines de mineurs grévistes.

— vis-à-vis des mineurs grévistes par l'organisation de piquets de masse devant des puits bien choisis du Nottinghamshire comme dérivatif au dynamisme de la grève, sous l'apparence d'une tactique pour la renforcer. Cette dernière décision paraissait répondre à la pression de la base. Mais ces piquets de masse prirent en réalité l'allure de manifestations de masse répétées destinées à épuiser la combativité. Ils seront 3000 à Harworth le 2 mai, 3000 à Cotgrave le 3 mai, etc., cela culminera lors d'une grande manifestation à Mansfield au cœur du Nottinghamshire le 14 mai avec 20.000 mineurs et leur famille. Chaque fois, la mobilisation policière est tout aussi imposante et tout aussi régulièrement, les affrontements se répètent ; ils sont particulièrement violents à Mansfield où toute la nuit qui suit la manifestation kermesse, s'engage une véritable guérilla de rue. Tout cela ne ramènera pas un seul mineur dans la grève. Même si les piquets de masse sont efficaces une journée vis-à-vis d'une équipe, le lendemain les mineurs travaillent comme si de rien n'était parce que les piquets sont tous partis recommencer le même scénario ailleurs devant

un autre puits isolé. La masse militante du Yorkshire est ainsi apparemment mobilisée mais dans des actions aussi spectaculaires qu'inefficaces ; de plus, elles ouvrent un large champ à la répression et à l'élimination des plus actifs, arrêtés et condamnés : cela porte tous les aspects négatifs de la conduite d'une armée par des généraux qui poursuivent leurs fins spécifiques ; cela porte aussi des aspects positifs par les contacts et discussions de base qu'engendrent inévitablement ces grands mouvements. Plus il apparaît que ces mouvements sont inefficaces, plus se développe l'idée qu'il faut trouver autre chose.

Car la réponse de la police à ces manifestations de masse est l'accentuation de la violence, de l'intimidation. Le 16 mai, à Blidworth, l'action de la police est telle que les mineurs du Yorkshire ne peuvent plus être hébergés par les grévistes ; les flics sont comme des troupes en pays conquis. L'action vise autant à démoraliser les grévistes du Notts qu'à les couper de tout soutien extérieur. Le but est de stopper à tout prix l'extension de la grève dans les mines.

Mais les faits les plus importants se déroulent sur le plan légal. D'un point de vue syndical, l'offensive des piquets de masse pouvait se justifier puisque la conférence des délégués du Nottinghamshire avait formellement voté la grève. Pourtant une association de mineurs qui travaillent (Notts Working Miners' Committee — plus ou moins soutenue et encouragée par le gouvernement et le NCB) obtient le 25 mai une injonction décrétant que la grève dans cette région est illégale. Un autre arrêt du 23 mai a annulé les sanctions prises par le NUM contre les mineurs du Lancashire qui traversent les piquets. Ce qui signifie que les mineurs peuvent traverser les piquets en toute légalité et qu'ils ne peuvent être l'objet de sanctions ; de plus, toute aide financière doit être refusée aux grévistes de la région. L'effet immédiat, c'est que 2000 mineurs du Notts abandonnent la grève pour retourner au travail ; de nouvelles élections de délégués chassent les supporters de la grève de la gestion syndicale du Notts ; ce sera l'amorce du syndicat dissident UDM qui, lors d'une conférence en juillet désignera les nouveaux membres de l'exécutif de la région. Il ne restera dans le Notts qu'une minorité en grève : près de la moitié dans certains puits, une poignée dans d'autres, soumis à des pressions diverses.

Le calcul du gouvernement d'une grève courte à cause de la désunion des mineurs est sans doute déçu, mais il a néanmoins réussi à empêcher l'extension de la grève. Il dispose d'une base pour lui servir non plus à rester sur la défensive, mais à porter l'offensive par la violence et l'intimidation hors du Nottinghamshire, principalement dans le Yorkshire, considéré comme le cœur de la grève. Cela accompagne une offensive parallèle du NCB mais il faudra un certain temps pour que cette action se développe. Car la grève bloquée dans le Nottinghamshire cherche à s'étendre ailleurs et cela va en partie masquer que le pouvoir — NCB et gouvernement — organise sa réplique, patiemment, avec le temps.